



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 27 NOVEMBRE 1909.

QUEBEC, SATURDAY, 27th NOVEMBER, 1909

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 4051

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 4052

PROVINCE DE QUEBEC.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COUROYNE EN
CHANCELLERIE.

Québec, 22 novembre 1909.

Le douzième jour de novembre mil neuf cent neuf, Monsieur Joseph Alphonse Langlois, cordonnier-machiniste, de la cité de Québec, a été élu député à l'Assemblée Législative de la province de Québec pour représenter le district électoral de Saint-Sauveur.

L. G. DESJARDINS,
4753 Greffier de la Couronne en Chancellerie.

PROVINCE OF QUEBEC.

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN
CHANCERY.

Quebec, 22nd November, 1909.

The twelfth day of November, one thousand nine hundred and nine, Joseph Alphonse Langlois, esq., shoemaker machinist, of the city of Quebec, has been elected member of the Legislative Assembly of the province of Quebec to represent the electoral district of Saint Sauveur.

L. G. DESJARDINS,
4754 Clerk of the Crown in Chancery.

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 18e jour de novembre 1909, de nommer M. Benjamin Nathaniel Wales, médecin, de Saint Andrews East, comté d'Argenteuil, coroner pour le district de Terrebonne. 4759

Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 18th day of November, 1909, to appoint Mr. Benjamin Nathaniel Wales, physician, of Saint Andrew East, county of Argenteuil, coroner for the district of Terrebonne. 4760

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
(L. S.)

C. A. P. PELLETIER.

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le QUATRIEME jour de DECEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent neuf, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

A TTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le QUATRIEME jour du mois de DECEMBRE mil neuf cent neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec :

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le TREIZIEME jour du mois de JANVIER prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN' FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : Té-moin, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-HUITIEME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent neuf, et de Notre Règne la neuvième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

3723

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seizième jour de novembre 1909, constituant en corporation MM. Hyman Dorfman et Israel Cohen, commerçants, Harry Thompson, commis-voyageur, Samuel Gerald Tritt, avocat, et Isidore Goodstone, étudiant en droit, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Proclamation

Canada,
Province of
Québec.
(L. S.)

C. A. P. PELLETIER.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Coun-cillors of the Province of Quebec, and the Mem-bers elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Pro-vince, at Our City of Quebec, on the FOURTH day of the month of DECEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and nine, you and each of you.—GREETING

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec, stands prorogued to the FOURTH day of the month of DECEMBER, one thousand nine hundred and nine, at which time, at Our City of Quebec, you were held and constrained to appear :

Now KNOW YE that, for divers causes and consi-derations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the THIRTEENTH day of the month of JANUARY next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George Member of Our Privy Council for Ca-nada, Lieutenant Governor of Our Pro-vince of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this EIGHTEENTH day of NOVEM-BER, in the year of Our Lord one thou-sand nine hundred and nine, and in the ninth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

3724

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Que-bec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of Novem-ber, 1909, incorporating Messrs. Hyman Dorfman and Israel Cohen, traders, Harry Thompson, commer-cial traveller, Samuel Gerald Tritt, advocate, and Isidore Goodstone, law-student, all of the city of Montreal, for the following purposes :

Prendre comme une affaire en opération les affaires maintenant conduites dans la cité de Montréal, par Abraham J. Goldner, éc., comme chapelier, sous le nom de "The Dominion Hat and Cap Mfg Co.", et tous les biens et dettes des propriétaires de cette affaire y ayant rapport et la clientèle d'icelui, et de payer pour les dits biens et la clientèle avec du stock payé de la dite compagnie ;

Faire les affaires en gros et en détail de chapeliers, fourreurs, importateurs et marchands en gros et en détail de tissus de toute sorte ;

Faire toutes autres affaires qui peuvent paraître à la compagnie d'être convenablement conduites en rapport avec aucune des susdites affaires ou calculées directement ou indirectement pour augmenter la valeur ou rendre profitable toute propriété ou droits de la compagnie ;

Faire aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, co-opération, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée à faire ou étant sur le point de faire ou engager à faire toute affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire ;

Prendre ou acquérir autrement et posséder des actions dans toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie ;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres d'échange et autres instruments négociables nécessaires pour la mise en opération des affaires que la compagnie est autorisée à faire, sous le nom de "The Dominion Hat and Cap Manufacturing Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de novembre 1909.

JOS. DUMONT,

4745

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 18e jour de novembre 1909, constituant en corporation MM. Louis Philippe Crépeau, avocat et Conseil du Roi, Joseph Félix Taschereau, imprimeur, Eugène Gendreau, marchand, Auguste Quesnel, jr., étudiant, et Jules Poisson, avocat, de la ville d'Arthabaska, dans les buts suivants :

Faire le commerce d'imprimeur, relieur, papeterie, articles de fantaisie, publications de tout genre, avec pouvoir d'acquérir, posséder, acheter, vendre, louer, échanger, recevoir, donner, construire, entretenir, exploiter tous biens meubles et immeubles pour les fins susdites, sous le nom de "La Compagnie J. F. Taschereau", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la ville d'Arthabaska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de novembre 1909.

JOS. DUMONT,

4757

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix-huitième jour de novembre 1909, constituant en corporation MM. Louis Philippe Dion, manufacturier, François Joseph Dion, comptable, J. Ernest Dion, épicière, Joseph Grenier, agent, et Arthur Bourbeau, comptable, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire le commerce et la traite des fourrures de toutes sortes, y compris l'importation et la fabrication de gants, importer, manufacturer, tailler, tan-

To take over as a going concern the business now carried on at the city of Montreal, by Abraham J. Goldner, esq., as hat and cap manufacturer, under the style of "The Dominion Hat and Cap Mfg. Co.", and all the assets and liabilities of the proprietors of that business in connection therewith and the goodwill thereof, and to pay for the said assets and the goodwill with paid up stock of the said company ;

To carry on business as wholesale and retail hat and cap manufacturers, furriers, importers and wholesale and retail dealers of and in textile fabrics of all kinds ;

To carry on any other business which may seem to the company of being conveniently carried on in connection with any of the above specified business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To enter into any arrangements for sharing of profits, union of interest, co-operation, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to carry on ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects similar to those of this company ;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes bills of exchange and other negotiable instruments necessary for the carrying on of the business which this company is authorized to transact, under the name of "The Dominion Hat and Cap Manufacturing Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation shall be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this sixteenth day of November, 1909.

JOS. DUMONT,

4746

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 18th day of November, 1909, incorporating Messrs. Louis Philippe Crépeau, advocate and King's Counsel, Joseph Félix Taschereau, printer, Eugène Gendreau, merchant, Auguste Quesnel, jr., student, and Jules Poisson, advocate, of the town of Arthabaska, for the following purposes :

To carry on the business of printing, binding, stationery, fancy articles, publications of all kinds, with power to acquire, hold, purchase, sell, lease, exchange, receive, give, construct, maintain, exploit any moveable or immoveable property for the aforesaid purposes, under the name of "La Compagnie J. F. Taschereau", with a total capital of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into four hundred (400) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The chief place of business of the corporation will be in the town of Arthabaska.

Dated from the office of the provincial secretary, this eighteenth day of November, 1909.

JOS. DUMONT,

4758

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1909, incorporating Messrs. Louis Philippe Dion, manufacturer, François Joseph Dion, accountant, J. Ernest Dion, grocer, Joseph Grenier, agent, and Arthur Bourbeau, accountant, of the city of Quebec, for the following purposes :

To carry on business and trade in furs of all kinds, including the importation and manufacture of gloves, to import, manufacture, cut out, tan,

ner, confectionner et fabriquer la fourrure verte, le cuir fin et généralement toutes marchandises propres à la confection et à la fabrication de la fourrure et de la ganterie.

Acheter, acquérir et exploiter la totalité ou une partie des biens, affaires, privilèges, propriétés, contrats, droits, obligations et engagements de toutes personnes ou compagnies engagées dans une industrie de même nature ou en possession de propriétés pouvant servir à l'industrie de la présente compagnie qui a le pouvoir de les acheter, louer ou autrement acquérir et de les payer en actions, obligations, débetures ou valeurs de la compagnie.

Acheter, acquérir, posséder, aliéner et exploiter une ou plusieurs usines pour la fabrication de la fourrure et de la ganterie.

Construire, acquérir, posséder et aliéner, exploiter des biens meubles et immeubles pour les fins de la compagnie, en tirer un revenu, les louer, vendre, échanger ou en disposer autrement et les hypothéquer ou donner en gage.

Agir comme agent ou représentant, facteur ou agent à commission pour d'autres personnes, compagnies ou corporation engagées dans toute industrie de même nature et exercer tous les pouvoirs requis à cette fin.

Emprunter des deniers pour les affaires de la compagnie et contracter des obligations financières à cette fin.

Acquérir le commerce et la manufacture, ainsi que le stock et "goodwill" de Louis Philippe Dion, de Québec, et les payer en partie ou en entier en actions payées ou en débetures ou obligations de la compagnie.

Emettre des bons, obligations ou autres valeurs et les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugées convenables; tels bons, obligations ou autres valeurs ne devant pas être pour une somme moindre de cent piastres.

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les opérations nécessaires aux fins de la compagnie, sous le nom de "L. P. Dion Fur Manufacturing Company, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de novembre 1909.

JOS. DUMONT,

4747 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du dix huitième jour de novembre 1909, constituant en corporation MM. Louis Létourneau, négociant, Napoléon Boivin, manufacturier, Eugène Lamontagne, commerçant, Aimé Auger, comptable, Jean Eugène Lamontagne, comptable, et Joseph Samson, marchand, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Pour faire le commerce de bois en général, préparer, manufacturer, tourner, et toute sorte d'ouvrage en bois, ou tout autre commerce jugé nécessaire pour le développement des objets de la compagnie, sous le nom de "Automatic Wood Box and Turning Company", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de novembre 1909.

JOS. DUMONT,

4755 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de

make and trade in raw fur, fine leather and generally all goods suitable for making and manufacturing fur and gloves.

To purchase, acquire and exploit the whole or part of the property, business, privileges, contracts, rights, obligations and engagements of any person or company engaged in a business of a like nature, or holding property useful for the business of this company, which has the power to purchase, lease or otherwise acquire and pay for same, in shares, bonds, debentures or other securities of the company.

To purchase, acquire, hold, alienate and operate one or more workshops for the manufacture of fur and gloves.

To construct, acquire, hold, alienate and exploit moveable and immovable property for the purposes of the company, derive a revenue therefrom, lease, sell, exchange or otherwise dispose of and hypothecate or pledge the same.

To act as agent or representative, factor or commission agent for other persons, companies or corporations engaged in any industry of a similar nature and exercise all the powers required for such purpose.

To borrow money for the business of the company and contract financial obligations for such purpose.

To acquire the business and factory, and also the stock and goodwill of Louis Philippe Dion, of Québec, and pay for same in whole or in part, with paid up shares, bonds or debentures of the company.

To issue bonds, debentures or other securities and give them as security or sell same for the prices and amounts deemed advisable; such bonds, debentures or other securities not to be for a less amount than one hundred dollars.

To do all acts and exercise all the powers and carry on any operations necessary for the purposes of the company, under the name of "L. P. Dion Fur Manufacturing Company, Limited", with a total capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation will be in the city of Québec.

Dated from the office of the secretary of the province, this eighteenth day of November, 1909.

JOS. DUMONT,

4748 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the eighteenth day of November, 1909, incorporating Messrs. Louis Létourneau, merchant, Napoléon Boivin, manufacturer, Eugène Lamontagne, trader, Aimé Auger, accountant, Jean Eugène Lamontagne, accountant, and Joseph Samson, merchant, all of the city of Québec, for the following purposes :

To carry on a general lumber business, preparing, manufacturing, turning, and doing all kinds of work in wood or any other industry deemed necessary for the development of the objects of the company, under the name of "Automatic Wood Box and Turning Company", with a total capital of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation will be in the city of Québec.

Dated from the office of the secretary of the province, this eighteenth day of November, 1909.

JOS. DUMONT,

4756 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Québec, bearing date the sixteenth day

novembre 1909, constituant en corporation MM. Samuel Charles Riou, avocat, Félix Emile Gilbert, médecin, Georges St-Pierre, marchand, Napoléon Dumont, entrepreneur, Edouard Byron McLean, ingénieur civil, Joseph Pierre Michaud, agent d'assurance, tous de la ville de Fraserville, dans les buts suivants :

D'acheter, vendre et exploiter toutes inventions brevetées ou non pour la fabrication de la pierre artificielle à base de ciment.

D'acheter, louer, vendre et sous-louer, ou autrement disposer et posséder tout terrain, bâties et machineries et toutes propriétés mobilières et immobilières quelconques pour les fins de la compagnie.

De faire, produire, manufacturer tout ouvrage quelconque en béton et en ciment.

D'entreprendre et de faire toute construction quelconque en béton et ciment ou partie en béton et ciment, et partie en fer ou acier, ou en bois.

D'acheter, louer, ou autrement acquérir, de construire et d'exploiter pour les fins de la dite compagnie des chemins et des canaux, des voitures ou wagons trainés ou mus par la vapeur, à l'électricité, ou autres moteurs et des bateaux à voiles, ou mus par un pouvoir quelconque pour le transport des matériaux bruts et des produits manufacturés.

De faire, manufacturer, produire, acheter et vendre du ciment de Portland et autres ciments, ainsi que de la chaux, et toutes autres matériels quelconques entrant dans la construction des bâtiments.

Généralement de faire, manufacturer, acheter, vendre, ou louer, toutes machines et pièces de machineries, en bois et métal, et de construire, outiller et opérer toute usine jugée nécessaire à cette fin, sous le nom de "La Compagnie de Pierre de Ciment, de Fraserville, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la ville de Fraserville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de septembre 1909.

JOS. DUMONT,

4775

Sous-secrétaire de la province.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Avis est par le présent donné qu'un examen aura lieu au Département de l'Instruction Publique, Québec, vendredi, le 31^e jour de décembre 1909, à dix heures a. m., pour ceux qui désirent se qualifier pour la nomination d'inspecteurs des écoles protestantes, dans la province de Québec.

Les demandes doivent être mises entre les mains du surintendant de l'Instruction au moins six jours avant la date de l'examen. 4777

No 3011.09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le Surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée, à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Donat, dans le comté de Rimouski, les biens-fonds ayant au cadastre officiel de cette paroisse, les lots portant les Nos 316 et suivants jusqu'au No 345, inclusivement, du 8^e rang, dit des Sept-Lacs, et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Gabriel, dans le même comté. 4643.2

No 3809.09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

En conformité des dispositions de l'article 98 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée, à

of November, 1909, incorporating Messrs. Samuel Charles Riou, advocate, Félix Emile Gilbert, physician, Georges St. Pierre, merchant, Napoléon Dumont, contractor, Edouard Byron McLean, civil engineer, Joseph Pierre Michaud, insurance agent, all of the town of Fraserville, for the following purposes :

To purchase, sell and exploit any patented inventions or not, for the manufacture of artificial stone with cement.

To purchase, lease, sell and sublet, or otherwise dispose of and hold any land, buildings and machinery and any moveable and immoveable property whatsoever for the purposes of the company.

To make, produce, manufacture any kind of work in concrete and in cement.

To undertake and to make any kind of buildings in concrete and in cement, or partly in concrete and cement and partly in iron or steel, or wood.

To purchase, lease, or otherwise acquire, to construct and exploit for the purposes of the company roads and canals, carriage or cars moved by steam, electricity or other motive powers, and sailing vessels, or moved by any power whatever for the conveyance of raw materials and manufactured products.

To make, manufacture, produce, purchase and sell Portland and other cement, as well as lime and any other materials entering into the construction of buildings ;

Generally to make, manufacture, purchase, sell or lease all machines and pieces of machinery, in wood and metal, and to construct, fit out with tools and operate any workshop deemed necessary for such purpose, under the name of "La Compagnie de Pierre de Ciment de Fraserville, Limitée", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the town of Fraserville.

Dated from the office of the secretary of the province, this sixteenth day of November, 1909.

JOS. DUMONT,

4776

Deputy Provincial Secretary.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Notice is hereby given that an examination will be held at the Department of Public Instruction, Quebec, on Friday, the 31st day of December, 1909, at ten a. m., for those who wish to qualify for appointment as inspectors of protestant schools in the province of Quebec.

Applications should be in the hands of the superintendent of Public Instruction on at least six days before the date of the examination. 4778

No. 3011.09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

In conformity with the provisions of article 98 of the Education Act, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Saint Donat, in the county of Rimouski, the lots bearing on the official cadastre of said parish, the numbers 316 and following to number 345, inclusively, of the 8th range, called Seven Lakes, and to annex such territory to the school municipality of Saint Gabriel, in the same county. 4644

No. 3809.09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

In conformity with the provisions of article 98 of the Education Act, the superintendent gives notice that application has been made to him,

l'effet de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Denis, dans le comté de Kamouraska, les biens fonds ayant au cadastre officiel les Nos 3 et suivants jusqu'au No 58, inclusivement, du premier rang ; les Nos 163 et suivants jusqu'au No 228, inclusivement, du rang de la Haute-Ville, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "municipalité scolaire No 2 de Saint Denis", dans le même comté. 4705.2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinq novembre 1909, constituant en corporation MM. Napoléon Loiselle, boulanger, Hector Paré, marchand, Louis Arthur Lessard, médecin, Hormidas Lasnier, inspecteur de voirie, Solyme Martin, hôtelier, et Ernest Tartre, notaire, de Granby, pour les fins suivantes :

Achat d'immeubles pour piste de chevaux trotteurs et concession de lots, sous le nom de "L'Hippodrome Granby, Limitée", avec un capital total de quinze mille piastres (\$15,000.00), divisé en quinze cents (1500) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Granby.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de novembre 1909.

L. RODOLPHE ROY,

4659.2

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinq novembre 1909, constituant en corporation MM. J. Eugène Roberge, marchand, de Lambton, Joseph Aimé St. Denis, comptable, de Weedon, Antoine Oscar Vachon, notaire, et Joseph Demers, marchand, de Thetford Mines, Joseph Vachon, bourgeois, de Saint-François de Montmagny, dans les buts suivants :

Acquérir, vendre, louer ou aliéner des biens, meubles ou immeubles, licences, patentes, contrats, privilèges appartenant à des corporations ou à des particuliers.

Fabriquer, acheter, vendre et distribuer l'électricité pour toutes fins quelconques dans les comtés de Mégantic, Beauce et Wolfe.

Acquérir, louer, vendre des mines, droits de mines et terrains miniers, les explorer et exploiter, payer tels biens acquis par des actions payées en tout ou en partie si on le désire, et prendre les dettes et charges y appartenant, émettre des bons ou débetures pour un montant n'excédant pas \$500,000.00, pourvu que l'émission soit faite que sur approbation des deux tiers des actionnaires en valeur, construire des chemins depuis les propriétés de la compagnie jusqu'au chemin de fer le plus rapproché.

Exercer toute industrie manufacturière ou non qui peuvent être avantageusement exercé conjointement avec l'industrie de la compagnie ou qui est de nature à augmenter la propriété de la compagnie ou la rendre profitable.

Faire toute chose en rapport avec les pouvoirs ci-dessus énoncés, sous le nom de "Thetford Mines Asbestos Reserve Company", avec un capital total de un million de piastres (\$1,000,000.00), divisé en un million (1,000,000) d'actions de une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Thetford Mines.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de novembre 1909.

L. RODOLPHE ROY,

4657-2

Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des

to detach from the school municipality of the parish of Saint Denis, in the county of Kamouraska, the lots bearing in the official cadastre the Nos. 3 and following to No. 58 inclusively, of the first range ; the Nos. 163 and following to No. 228 inclusively, of the Upper-Town range, and to erect said territory into a separate school municipality under the name of "Saint Denis School Municipality No. 2," in the same county. 4706

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1909, incorporating Messrs. Napoléon Loiselle, baker, Hector Paré, merchant, Louis Arthur Lessard, physician, Hormidas Lasnier, road inspector, Solyme Martin, hotelkeeper, and Ernest Tartre, notary, of Granby, for the following purposes :

To purchase immoveables for a trotting horse track, and to cede lots, under the name of "L'Hippodrome Granby, Limitée", with a total capital of fifteen thousand dollars (\$15,000.00), divided into fifteen hundred (1500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation will be at Granby.

Dated from the office of the provincial secretary, this fifth day of November, 1909.

L. RODOLPHE ROY,

1660

Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fifth day of November, 1909, incorporating Messrs. J. Eugène Roberge, merchant, of Lambton, Joseph Aimé St. Denis, accountant, of Weedon, Antoine Oscar Vachon, notary, and Joseph Demers, merchant, both of Thetford Mines, and Joseph Vachon, gentleman, of Saint François de Montmagny, for the following purposes, to wit :

To acquire, sell, lease or alienate property, moveables or immoveables, licenses, patents, contracts, privileges belonging to corporations or individuals.

To manufacture, purchase, sell and distribute electricity for any purpose whatsoever in the counties of Mégantic, Beauce and Wolfe.

To acquire, lease, sell mines, mining rights and mining lands, and explore and exploit the same ; to pay for such property acquired with paid up shares in whole or in part if so desired, and take over the debts and encumbrances appertaining thereto ; to issue bonds or debentures to an amount not exceeding \$500,000.00, provided that the issue be made only on the approval of two thirds of the shareholders in value ; to make roads from the property of the company to the nearest railroad ;

To carry on any manufacturing industry or not that may be carried on advantageously in conjunction with the industry of the company or that is of a nature to benefit its property or render it profitable.

To do anything in connection with the powers hereinabove set forth, under the name of "Thetford Mines Asbestos Reserve Company", with a total capital of one million dollars (\$1,000,000.00), divided into one million (1,000,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation will be at Thetford Mines.

Dated from the office of the provincial secretary, this fifth day of November, 1909.

L. RODOLPHE ROY,

4658

Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the

lettres patentes, en date du dix novembre 1909, constituant en corporation MM. Louis Zéphirin Joncas, industriel, Joseph Grenier, agent, de la paroisse de Beauport, Joseph Arthur Bourbeau, comptable, Albert Legrand, comptable, et Joseph E. Marier, marchand, de la cité de Québec, dans les buts suivants :

Faire le commerce comme importateurs manufacturiers, tanneurs et marchands de cuir, de tous objets en cuir, chaussures de toutes sortes, harnais et accessoires, ainsi que de toutes imitations de cuir, vernis, huiles et autres préparations propres à la fabrication ou à la préservation du cuir.

Construire, acquérir, posséder, aliéner et exploiter des biens meubles et immeubles pour les fins de la compagnie, en tirer un revenu, les louer, vendre, échanger, aliéner ou en disposer autrement et les hypothéquer, mortgager ou donner en gage.

Acheter, acquérir, posséder, louer ou donner à bail une ou plusieurs usines pour la fabrication du cuir et de ses produits.

Acheter, acquérir, posséder, manufacturer, vendre, louer ou donner à bail toutes machineries et brevets d'invention propres à la fabrication du cuir et de ses produits.

Acheter, acquérir et exploiter la totalité ou une partie des biens, affaires, privilèges, brevets d'invention, propriétés, contrats, droits, obligations et engagements de toutes personnes ou compagnies engagées dans une industrie de même nature ou en possession de propriété qui conviennent à l'industrie de la présente compagnie qui a le pouvoir de les acheter, louer ou autrement acquérir et de les payer en actions, obligations, débetures ou valeurs de la compagnie.

Agir comme agent ou représentant, facteur ou agent à commission pour d'autres personnes, compagnies ou corporations engagées dans toute industrie de même nature et d'exercer tous les pouvoirs requis à cette fin.

Emprunter des deniers pour les affaires et le commerce de la compagnie et contracter des obligations financières et commerciales à cet effet.

Emettre des bons, obligations ou autres valeurs de la compagnie, les donner en garantie ou les vendre pour les prix et sommes jugées convenables ; tels bons, obligations ou autres valeurs ne devant pas être pour une somme moindre de cent piastres ; l'émission de tels bons obligations ou valeurs est sujette aux formalités de l'article 57 de la Loi des Compagnies de Québec, 1907.

Faire tous les actes et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les opérations nécessaires aux fins de la compagnie, sous le nom de "Riverview Shoe Company, Limited", avec un capital total de cent quarante-cinq mille piastres (\$145,000.00), divisé en quatorze cent cinquante (1450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à Beauport.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de novembre 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

4663.2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onzième jour de novembre 1909, constituant en corporation Madame Eliza Graham, veuve de feu William Jacques, William Charles Jacques et Alfred John Jacques, manufacturiers de chaussures, et Dame Eliza Jacques, épouse de Robert Waters, cultivateur, dûment autorisée par son dit mari, tous de la ville de Montcalm, Dame Sarah Jane Jacques, épouse de James Tregget, de la paroisse de Saint-Columban de Sillery, surintendant du cimetière Mount Hermon, dûment autorisée par son dit mari, dans les buts suivants :

Acquérir de la dite Dame Eliza Graham, de la ville de Montcalm, veuve de feu William Jacques, les lots numéros un à seize (1 à 16), et le lot numéro

province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1909, incorporating Messrs. Louis Zéphirin Joncas, manufacturer, Joseph Grenier, agent, of the parish of Beauport, Joseph Arthur Bourbeau, accountant, Albert Legrand, accountant, and Joseph E. Marier, merchant, of the city of Quebec, for the following purposes :

To carry on business as importers, manufacturers, tanners and dealers in leather, all articles in leather, footwear of all kinds, harness and accessories, as well as all imitations of leather, varnish, oils and other preparations suitable for the manufacture and preservation of leather.

To construct, acquire, hold, alienate and exploit moveable and immovable property for the purposes of the company, derive a revenue therefrom, lease, sell, exchange, alienate or otherwise dispose of and mortgage, hypothecate and pledge the same.

To purchase, acquire, own, lease or rent one or more factories for the manufacture, of leather and its products.

To purchase, acquire, hold, manufacture, sell, lease or rent any machinery and patent of invention suitable for the manufacture of leather and its products.

To purchase, acquire and exploit the whole or part of the property, business, privileges, patents of invention, contracts, rights, obligations and engagements of any person or company engaged in a business of a like nature or in possession of property suitable to the business of this company which has the power to purchase, lease or otherwise acquire the same, and pay for them with shares, bonds, debentures or security of the company.

To act as agent or representative, factor or commission agent for other persons, companies or corporations engaged in any business of a like nature and exercise all the powers required for such purpose.

To borrow money for the business and trade of the company and contract financial and commercial obligations to such effect.

To issue bonds, debentures or other security of the company, and give same as a guarantee or sell them for the prices and amounts deemed advisable ; such bonds, debentures or other security not to be for a less sum than one hundred dollars ; the issue of such bonds, debentures or security shall be subject to the formalities of article 57 of The Quebec Companies' Act, 1907.

To do any act and exercise all the powers and carry on all operations necessary for the purposes of the company, under the name of "Riverview Shoe Company, Limited", with a total capital of one hundred and forty five thousand dollars (\$145,000.00), divided into fourteen hundred and fifty (1450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation will be at Beauport.

Dated from the office of the secretary of the province, this tenth day of November, 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

4664

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1909, incorporating Dame Eliza Graham, widow of the late William Jacques, William Charles Jacques and Alfred John Jacques, boot-makers, and Dame Eliza Jacques, wife of Robert Waters, farmer, by her said husband duly authorised, all of the town of Montcalm, Dame Sarah Jane Jacques, wife of James Tregget, of the parish of Saint Columban de Sillery, superintendent of the Mount Hermon Cemetery, by her said husband duly authorised, for the following purposes :

To acquire from the said Dame Eliza Graham, of the town of Montcalm, widow of the late William Jacques, lots numbers one to sixteen (1 to 16), and

vingt-sept (27), et les parties sud-ouest des lots numéros dix-sept à vingt-six (parties sud-ouest des lots 17 à 26), des subdivisions du lot numéro quatre-vingt-douze (92), du plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour la Banlieue, paroisse de Notre-Dame de Québec ;

Payer pour les dits lots en transportant à la dite Dame Eliza Graham ou Jacques, des actions payées de la compagnie, les dits lots devant être acceptés par la compagnie en paiement de la souscription de la dite Dame Eliza Graham ou Jacques, pour actions de la compagnie, tel qu'il apparaît par sa signature au memorandum de convention et livre de stock et le transport des dits lots à la compagnie devant remplir toutes les obligations de la dite Dame Eliza Graham ou Jacques, concernant sa souscription pour actions de la compagnie ;

Faire les affaires d'immeubles et faire les affaires d'une compagnie foncière, avec pouvoir d'acheter, posséder, développer, améliorer, payer, louer, hypothéquer, échanger et vendre des immeubles ;

Eriger des maisons et autres bâties sur les dits immeubles ;

Vendre, louer, transporter, hypothéquer, échanger les dits immeubles ou toute partie d'iceux, en disposer, ou en faire des affaires autrement, et développer, améliorer et disposer toute telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, carrés ou autrement.

Faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires d'aucune partie de la propriété de la compagnie pour les fins de construction ou autres améliorations ; aider au moyen d'avances ou autrement à la construction et entretien de chemins, rues, ouvrages hydrauliques, égouts et autres améliorations calculées pour rendre la propriété de la compagnie plus accessible et pour augmenter sa valeur ;

Prendre et tenir des hypothèques, prêts et obligations pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie et de tout l'argent dû à la compagnie par les acquéreurs, ou avances par la compagnie aux acquéreurs pour les fins de construction ou autres améliorations ;

Acquérir par achat, bail, concession, échange ou autres titre légal, et posséder toute propriété mobilière ou immobilière qui peut être jugée nécessaire et requise pour les fins des affaires de la compagnie, et payer pour icelle en argent, en actions payées, obligations et autres garanties de la compagnie, et disposer de la dite propriété ;

Acheter, acquérir, posséder, transférer et vendre des actions, stocks, débetures, garanties, franchises, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles et autres droits de toutes autres compagnies ou corporations ayant les mêmes objets en tout ou en partie que ceux de cette compagnie ;

Émettre, transférer et donner des actions du capital total de la compagnie incorporée par les présentes en paiement de toutes affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, privilèges, baux, hypothèques, licences, patentes, contrats, immeubles, stock, biens et autre propriété ou droits que la compagnie peut acquérir légalement en vertu des présentes ;

Vendre tous ou aucune partie des immeubles ou autre propriété de la compagnie pour telle considération et aux tels termes et conditions que la compagnie peut juger à propos, ou en disposer autrement, et accepter de l'argent, des actions, débetures, stock ou garanties de toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie en paiement ou partie de paiement d'iceux ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie ;

Faire toutes choses nécessaires, avantageuses ou propres à l'accomplissement d'aucun des buts ou acquisition des objets ci-dessus énumérés, sous le nom de "Jacques Land Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

lot number twenty seven (27), and the south west portions of lots numbers seventeen to twenty six (south west portions of lots 17 to 26), of the subdivisions of lot number ninety two (92), of the official cadastral plan and in the book of reference thereto for the Banlieue parish of Notre Dame de Quebec ;

To pay for the said lots by transferring to the said Dame Eliza Graham or Jacques, fully paid up shares of the company, said lots to be accepted by the company in payment of the subscription of the said Dame Eliza Graham or Jacques, for shares of the company, as appears by her signature to the memorandum of agreement and stock book, and the transfer of the said lots to the company shall fulfil all the obligations of the said Dame Eliza Graham or Jacques, with respect to her subscription for shares of the company ;

To carry on a real estate business and to do the business of a land company, with power to purchase, possess, develop, improve, pay for, lease, hypothecate, exchange and sell immovables ;

To erect dwelling houses and other buildings on said immovables ;

To sell, lease, transfer, hypothecate, exchange the said immovables or any part of them, dispose of them or otherwise do business with them, and develop, improve and lay out any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise ;

To make advances by means of loans to purchasers or tenants of any part of the company's property for the purposes of construction or other improvements ; to assist by means of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, water works, drains and other improvements calculated to render the property of the company more accessible and to increase its value.

To take and hold mortgages, loans and bonds to guarantee the payment of the price of purchase of all property sold by the company and of all money due to the company by purchasers, or advances by the company to purchasers for the purposes of building or other improvements.

To acquire by purchase, lease, concession, exchange or other legal title and to possess such property moveable or immovable as may be judged necessary and requisite for the purpose of the business of the company, and to pay for them in money, in fully paid up shares, obligations and other securities of the company, and to dispose of the said property.

To purchase, acquire, possess, transfer and sell, shares, stocks, debentures, securities, franchises, rights, privileges, leases, contracts, real estate and other rights of any other companies or corporation having objects similar in whole or in part to those of this company ;

To issue, transfer and give shares of the capital stock of the company hereby incorporated in payment of all business, franchises, undertakings, properties, rights, privileges, leases, mortgages, licenses, patents, contracts, immovables, stock assets and other property or rights which the company may legally acquire in virtue of the presents.

To sell the whole or any part of the immovables or other property of the company for such consideration and on such terms and conditions as the company shall think proper, or to dispose of it otherwise, and to accept money, shares, debentures, stock or securities of any other company having the same objects as those of this company in payment or part payment of the same ;

To amalgamate with any other company having the same objects as those of this company ;

To do all and every thing necessary, suitable or proper for the accomplishment of any of the purposes or attainments of any of the objects herein enumerated, under the name of "Jacques Land Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la ville de Montcalm.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de novembre 1909.

L. RODOLPHE ROY,
4667.2 Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies 1907, de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du seizième jour de novembre 1909, constituant en corporation MM. Allen W. Giard, cultivateur, Samuel Gobeil, jr., commerçant, Léon Gobeil, manufacturier de beurre, J. Ernest Hallé, cultivateur, et Majoric Bouret, marchand, tous de La Patrie, dans les buts suivants :

Acheter, vendre et faire le commerce de bois de toute sorte en gros et en détail, acquérir par achat ou autrement, posséder ou louer, vendre ou faire le commerce autrement de terres boisées, terres à bois de construction, bois debout, pouvoir d'eau, emplacements pour moulin, munies de toute sorte, fermes, lots à bâtir et tous autres immeubles dont la compagnie peut avoir besoin, avec pouvoir d'agir comme entrepreneurs et constructeurs de toute sorte de travaux.

Construire, acquérir des lots à bâtir pour vendre et pour son propre usage, posséder et mettre en opération des moulins à scie, moulin à pulpe et à papier, faire le commerce qui en résultera et en général y ayant rapport et faire en général les affaires d'immeubles.

Fourir, vendre, louer l'électricité et le courant électrique pour éclairage, chauffage et pouvoir moteur, et pour toute autre fin pour laquelle ils peuvent être employés dans le comté de Compton ;

Emprunter de l'argent et en garantir le paiement par bons, billets, hypothèques ou autrement, acquérir, acheter toute autre industrie, société d'affaires appartenant à tout individu ou compagnie, avec clients, pratique, biens aux termes devant être fixés par le bureau de direction de la compagnie, payable en argent ou propriété, ou actions payées, s'amaigrir avec toute autre compagnie ou société commerciale, aux termes qui peuvent être fixés par le bureau de direction, continuer le commerce et l'exercice de ces industries, emprunter sur hypothèques ou sur débetures ou autrement, exercer tous les pouvoirs nécessaires pour la mise en opération de tout commerce ou toute industrie que la dite compagnie entreprendra et exercera, sous le nom de "The Giard Realty and Lumber Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en vingt mille (20,000) actions d'une piastre (\$1.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à La Patrie, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la province de Québec, ce seizième jour de novembre 1909.

L. RODOLPHE ROY,
4739.2 Secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de novembre 1909, constituant en corporation MM. Joseph Cyprien Desautels, notaire, Emile Arthur Marchildon, manufacturier, Joseph Beaulac, constructeur, Oscar Brunet, manufacturier, et Joseph Aristide Parent, étudiant, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Exercer le commerce d'expédition et de transport de marchandises et de passagers sur les fleuves, rivières, lacs et étendues d'eau en Canada.

Construire, affréter, acquérir, posséder, naviguer, vendre et céder un ou des bateaux à vapeur, à voiles et autres navires entre un port du Canada et tout autre port en Canada.

Acquérir et posséder, vendre, engager ou autrement disposer, des actions, débetures ou obliga-

The principal place of business of the corporation, will be in the town of Montcalm.

Dated from the office of the provincial secretary, this eleventh day of November, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
4668 Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of October, 1909, incorporating Messrs. Allen W. Giard, farmer, Samuel Gobeil, jr., trader, Leon Gobeil, butter manufacturer, J. Ernest Hallé, farmer, and Majoric Bouret, merchant, all of La Patrie, for the following purposes :

To buy, sell and deal, wholesale and retail in lumber of all kinds, to acquire by purchase or otherwise, to hold or lease, sell or otherwise traffic in woodlands, timber lands, standing timber, water powers, mill sites, mines of all kinds, farms, building lots, and any other immovables which the company may need, with power to act as contractors and builders of all kinds of works.

To build, to acquire building lots for sale and for their own use, to own and operate saw mills, pulp and paper mills, to carry on the trade resulting therefrom, and connected therewith generally, and to do a general estate business.

To furnish, sell, lease electricity and electric current for light, heat and motive power, and for any other purpose for which they can be use in the county of Compton.

To borrow money and guarantee the payment of it by bonds, notes, mortgage or otherwise, to acquire, buy and other industry, business firms belonging to any existing individual or company, with clients, custom, assets on the terms to be fixed by the managing board of the company, payable in money or property, or paid up shares, to amalgamate with any other company or commercial partnership, on the terms that may be fixed by the managing board, to continue the trade and exercise of these industries, to borrow on mortgages or on debentures or otherwise, to exercise all the powers necessary for the carrying on of any trade or industry, which the said company will undertake and exercise under the name of "The Giard Realty & Lumber Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into twenty thousand (20,000) shares of one dollar (\$1.00) each.

The principal place of business of the corporation will be at La Prairie, in the district of Saint Francis.

Dated from the office of the secretary of the province of Quebec, this sixteenth day of November, 1909.

L. RODOLPHE ROY,
4740 Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November, 1909, incorporating Messrs. Joseph Cyprien Desautels, notary, Emile Arthur Marchildon, manufacturer, Joseph Beaulac, builder, Oscar Brunet, manufacturer, and Joseph Aristide Parent, student, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of conveying passengers and freight on the rivers, lakes and bodies of water in Canada.

To construct, charter, acquire, hold, navigate, sell and convey one or more steam and sail boats and other vessels between one and any other port in Canada.

To acquire and hold, sell, pledge or otherwise, dispose of shares, bonds, debentures or other secur-

tions, ou autres valeurs d'aucune autre compagnie engagée dans un commerce semblable ou s'y rapportant en tout ou en partie, en payer ou recevoir le prix, en tout ou en partie, en deniers ou actions libérées et non imposables, obligations ou débetures ou autres garanties ou valeurs des compagnies contractantes.

S'unir et fusionner avec toute personne, société ou compagnie, exerçant un commerce de même nature, payer ou recevoir le prix de convention, en tout ou en partie, en argent, ou en actions libérées et non imposables, obligations ou autres garanties ou valeurs des compagnies contractantes.

Vendre, hypothéquer, engager, échanger ou autrement disposer, en tout ou en partie, les biens, l'achalandage, l'entreprise et autres actifs de la compagnie, recevoir paiement, en tout ou en partie, en argent, ou actions, obligations, débetures ou autres garanties ou valeurs.

Faire, accomplir et exécuter tout ce qui sera nécessaire ou avantageux pour atteindre les fins et les objets que la compagnie se propose, sous le nom de La Compagnie de Navigation des Pèlerinages, avec un capital total de quatre-vingt-dix mille piastres (\$90,000.00, divisé en neuf mille (9,000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de novembre 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Secrétaire de la province.

4741-2

DEMANDES AU PARLEMENT.

SÉNAT DU CANADA.

AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Extraits des règles du Sénat.

Toute demande au Parlement pour obtenir un bill privé, de quelque nature qu'il soit, doit être annoncée par avis inséré à la *Gazette du Canada*, cet avis doit indiquer d'une manière claire et précise la nature et l'objet de la demande, être signé par les pétitionnaires ou en leur nom et contenir l'adresse des signataires; et si elle a pour objet l'obtention d'un acte constitutif, il faut donner aussi dans l'avis le nom de la compagnie projetée.

Dans le cas où des pouvoirs exclusifs sont demandés, outre l'avis à insérer dans la *Gazette du Canada*, il doit en être publié un semblable dans quelqu'un des principaux journaux de la principale cité ou ville ou du principal village de chaque comté du district de la province ou du territoire que l'acte demandé intéresse, selon la nature de l'entreprise projetée.

Et si les travaux d'une compagnie (constituée ou à constituer) doivent être déclarés d'utilité générale pour le Canada, cette intention sera spécifiquement mentionnée dans l'avis; et les requérants feront envoyer par lettre enregistrée une copie de cet avis au secrétaire de chaque conseil de comté et de chaque corporation municipale spécialement intéressée dans la construction ou l'exploitation de ces travaux, ainsi qu'au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou seront situés, en sorte que cette copie parvienne à ces fonctionnaires cinq semaines au moins avant la considération de la pétition par le comité des Ordres permanents; et la preuve de l'accomplissement de cette prescription par les requérants devra s'établir par déclaration statuaire adressée au greffier du Sénat.

Dans tous les cas, les avis insérés soit à la *Gazette du Canada* ou dans les journaux, doivent se publier au moins une fois par semaine pendant cinq semaines consécutives; et, lorsqu'ils se publient dans les provinces de Québec et du Manitoba, ils doivent être en langue anglaise et en langue française. Il faut envoyer au greffier du Sénat des exemplaires marqués de chaque numéro de tous les journaux

of any other company engaged in a similar business or relating thereto, in whole or in part, and pay or receive the price therefor, in whole or in part, in money or paid up non assessable shares, bonds, debentures or other securities or values of the contracting companies.

To unite and amalgamate with any person, society, or company carrying on a business of a like nature, pay or receive the price agreed on, in whole or in part, in money, or paid up non assessable shares, debentures or other securities or values of the contracting companies.

To sell, hypothecate, pledge, exchange or otherwise dispose of, in whole or in part, the property, good will, undertakings and other assets of the company, and receive in payment therefor, in whole or in part, money, shares, bonds, debentures or other securities or values.

To do, accomplish and execute anything necessary or advantageous to attain the purposes and objects that the company undertakes, under the name of "La Compagnie de Navigation des Pèlerinages", with a total capital of ninety thousand dollars (\$90,000.00), divided into nine thousand (9,000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this sixteenth day of November, 1909.

L. RODOLPHE ROY,

Provincial Secretary.

4742

APPLICATION TO PARLIAMENT

THE SENATE OF CANADA.

NOTICE FOR PRIVATE BILLS.

Extracts from Rules of the Senate.

All applications to Parliament for Private Bills of any nature whatsoever, shall be advertised by a Notice published in the *Canada Gazette*; such Notice shall clearly and distinctly state the nature and objects of the application, and shall be signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same; and, when the application is for an Act of Incorporation, the name of the proposed company shall be stated in the Notice.

In cases where exclusive powers are asked, in addition to the Notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar Notice shall also be published in some leading newspapers in the principal city, town or village, in each county of district and in each province or territory which may be affected by the passage of such Private Bills, according to the nature of the undertakings contemplated thereby.

And if the works of any Company (incorporated or to be incorporated) are to be declared to be for the general advantage of Canada, such intention shall be specially mentioned in the Notice; and the applicants shall cause a copy of such Notice to be sent by registered letter to the Clerk of each county council and of each municipal corporation which may be specially affected by the construction or operation of such works, and also, to the Secretary of the Province in which such works are or may be located, so as to reach those officers not less than five weeks before the consideration of the petition by the Committee of Standing Orders; and a statutory declaration establishing the fact of such mailing shall be sent to the Clerk of the Senate.

All such Notices, whether inserted in the *Canada Gazette* or in a newspaper, shall be published at least once a week for a period of five consecutive weeks; and, when published in the Provinces of Quebec and Manitoba, shall be in both the English and French languages; and Marked copies of each issue of all newspapers containing any such Notice shall be sent to the clerk of the Senate, endorsed

contenant l'avis, avec, sur le pli de la feuille les mots : " *Avis de bill privé* " ; ou l'on peut transmettre, au lieu des journaux une déclaration statuaire que l'avis a été dûment publié.

Pour plus amples détails, voir les règles du Sénat y relatives, publiées dans la *Gazette du Canada*, ou s'adresser à ce bureau.

4021 SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,
Greffier du Sénat.

CHAMBRE DES COMMUNES.

RÈGLES CONDENSÉES RELATIVEMENT AUX AVIS DE BILLS PRIVÉS.

Toute demande de bills privés, adressée au Parlement doit être annoncée par un avis publié dans la *Gazette du Canada*, exposant clairement et distinctement la nature et le but de la demande, être signée par ceux qui font la demande ou en leur nom, et porter l'adresse du signataire. Pour une loi de constitution, le nom de la compagnie projetée doit être donné dans l'avis. Si les ouvrages d'une compagnie que conque doit être déclarée être à l'avantage général du Canada, la chose doit être formellement mentionnée dans l'avis ; et une copie de cet avis doit être expédiée par lettre recommandée au secrétaire de chaque comté ou municipalité qui peut être spécialement intéressé dans ces ouvrages, et aussi au secrétaire de la province dans laquelle ces travaux sont ou pourront être situés ; et la preuve de cet envoi s'établit au moyen d'une déclaration statuaire.

Outre l'avis publié comme susdit dans la *Gazette du Canada*, il doit être aussi publié un avis similaire dans un des principaux journaux, comme suit :

1. Pour des lois de constitution en corporation :

(a) d'une compagnie de chemin de fer ou de canaux ou d'une compagnie pour la construction de tout ouvrage spécial, ou pour obtenir des droits ou privilèges spéciaux—dans la principale localité du comté ou du district intéressé ;

(b) ou d'une compagnie de télégraphe ou de téléphone—dans la principale localité de chaque province où la compagnie se propose d'établir un service ;

(c) ou d'une compagnie de banque ; une compagnie d'assurance ; une compagnie de garantie ; une compagnie de prêts, ou une compagnie industrielle (sans pouvoirs spéciaux)—dans la *Gazette du Canada* seulement.

2. Pour des amendements à des lois de constitution en corporation :

(a) Pour le prolongement d'une ligne de chemin de fer ou d'un canal, ou d'embranchements de ces chemins de fer et canaux—dans la principale localité dans chaque comté intéressé ;

(b) Pour la remise en vigueur ou la continuation d'une charte ou d'une prorogation du délai fixé pour la construction d'ouvrages de toutes sortes, ou pour l'extension des pouvoirs d'une compagnie (lorsqu'elle n'implique pas la concession des nouveaux droits spéciaux)—au siège social de la compagnie ;

(c) Pour la concession de quelques droits ou privilèges spéciaux—dans les localités réellement intéressées.

Tous ces avis doivent être publiés au moins une fois par semaine durant une période de cinq semaines consécutives ; et lorsqu'ils sont publiés dans les provinces de Québec ou du Manitoba, ils doivent l'être dans les deux langues, anglaise et française ; et s'il n'y a pas de journal dans l'endroit intéressé, cet avis doit être donné dans l'endroit le plus rapproché où se publie un journal. La preuve de la publication s'établit en chaque cas par une déclaration statuaire qui doit être envoyée au greffier de la Chambre des Communes.

Pour autres détails concernant les avis, pétitions, droits à payer, forme et dépôt du bill, etc., s'adres-

" Private Bill Notice " ; or a statutory declaration as to due publication may be sent in lieu thereof.

For fuller particulars, see the Rules of the Senate relative thereto, published in the *Canada Gazette*, or apply at this office.

4022 SAMUEL E. ST. O. CHAPLEAU,
Clerk of the Senate.

HOUSE OF COMMONS.

CONDENSED RULES RESPECTING NOTICES FOR PRIVATE BILLS

All applications to Parliament for Private Bills, shall be advertised by a notice in the *Canada Gazette*, clearly and distinctly stating the nature and objects of the application, and signed by or on behalf of the applicants, with the address of the party signing the same. For an act of incorporation, the name of the proposed company shall be stated. If the works of any company are to be declared to be for the general advantage of Canada, the same shall be specifically mentioned in the notice, and a copy of such notice shall be sent by registered letter to the clerk of each county or municipality which may be specially affected by such works, and also to the secretary of the province in which such works are, or may be located ; and proof of such service of notice shall be established by statutory declaration.

In addition to the notice in the *Canada Gazette* aforesaid, a similar notice shall be published in some leading newspaper, as follows :

1. For acts of incorporation :

(a) Of a railway or canal company, or of a company for the construction of any special works, or for obtaining any special rights and privileges—in the principal place in each county or district affected ;

(b) Of a telegraph or telephone company—in the principal place in each province in which the company intends to operate ;

(c) Of banks, insurance, trust, loan or industrial companies (without and special powers)—Advertise in the *Canada Gazette* only.

2. For amendments to acts of incorporation :

(a) For the extension of a line of railway or canal or branches thereto.—In the principal place in each county affected ;

(b) For the revival or continuation of a charter or for extension of time for the construction of works of any kind, or for the enlargement of any of the powers of a company (not involving additional special powers)—at the head office of the company ;

(c) For the granting of any special powers or privileges—in the localities actually affected.

All such notices shall be published at least once a week for five consecutive weeks ; and in Quebec and Manitoba, shall be published in both english and french ; and if there be no newspaper published in the locality affected, such notice shall be given in the next nearest locality wherein a newspaper is published. Proof of publication shall be established in each case by statutory declaration to be sent to the Clerk of the House.

For further particulars as to notices, petitions, fees, form and deposit of bill, etc., address the

ser au greffier de la Chambre des Communes, à Ottawa, ou voir les règlements de la chambre relatifs aux bills privés tels que publiés dans la *Gazette du Canada*.

THOS. B. FLINT,
3701 Greffier de la Chambre des Communes.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.- Avant d'adresser à la chambre aucune pétition, mandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.- Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en

Clerk of the House of Commons, Ottawa, or see the Rules of the Commons relating to private bills as published in the *Canada Gazette*.

THOS. B. FLINT,
3702 Clerk of the House of Commons.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties

demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,
G. C. L.

4053

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un

seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on starding orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a n of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,
C. L. C.

4054

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the inter-

mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer les lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la

val of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letter Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules

Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelq'amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

4055

Greffier de l'Assemblée Législative.

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné que Louis Presner, D. Stark, J. Stober, David Aronovitch, M. H. Axelrad, David Sperber, B. Selinge, T. Goodman, A. Finkelstein, M. Manis, Ch. Schacher, marchands, Ch. L. Rosenberg, teneur de livres, Myer Reichenbaum, tailleur, Wolf Leitr, professeur, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de les incorporer en une congrégation religieuse, sous le nom de "The Congregation Kehal Jeshurin", avec pouvoir d'acquérir et posséder des meubles et immeubles, tenir des registres des actes de l'état civil et exercer tous les autres droits ayant rapport à une corporation religieuse et pour autres fins.

M. M. SPERBER,

Procureur des requérants.

Montreal, 19 novembre 1909.

4805

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par MM. Albertus E. Fish, Charles W. Vaughan, reverend Churchill Moore, Cecil L. Brown, John Hibbard et Leon L.

of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 250 copies in English and 500 copies in French, an also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

4056

Clerk of the Legislative Assembly.

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that Louis Presner, D. Stark, J. Stober, David Aronovitch, M. H. Axelrad, David Sperber, B. Selinge, T. Goodman, A. Finkelstein, M. Manis, Ch. Schacher, merchants, Ch. L. Rosenberg, book keeper, Myer Reichenbaum, cutter, Wolf Leitr, teacher, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to incorporate them as a religious congregation, under the name of the "Congregation Kehal Jeshurin", with power to acquire and possess movable and immovable property, to keep registers of acts of civil status and to exercise all other rights incident to a religious corporation and for other purposes.

M. M. SPERBER,

Attorney for petitioners.

Montreal, 19th November, 1909.

4806

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Messrs. Albertus E. Fish, Charles W. Vaughan, reverend Churchill Moore, Cecil L. Brown, John Hibbard and Leon

Clough, pour obtenir un acte afin d'ériger le territoire comprenant la municipalité du village de Ayer's Cliff en une municipalité scolaire, et de légaliser les procédures des commissaires d'école élu à Ayer's Cliff, dans le mois de juillet dernier, et pour toutes autres fins.

CATE, WELLS, WHITE & McFADDEN,
Procureurs des requérants.

Daté le 12 novembre 1909. 4655.2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par les membres de "The Royal Institution for the Advancement of Learning", les gouverneurs des collèges et université McGill, pour obtenir une loi les autorisant à augmenter leur nombre et pour autres fins.

W. VAUGHAN,
Secrétaire.

Montreal, 2 novembre 1909. 4575.4

L. Clough, for the passing of a Bill to erect the territory comprising the municipality of the village of Ayer's Cliff into a school municipality, and to legalize the proceedings of the board of school commissioners elected at Ayer's Cliff, in the month of July last, and for all other purposes.

CATE, WELLS, WHITE & McFADDEN,
Attorneys for applicants.

Dated, 12th November, 1909. 4656

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the members of the Royal Institution for the Advancement of Learning, governors of McGill college and university, for an act authorising them to increase their number and for other purposes.

W. VAUGHAN,
Secretary.

Montreal, 2nd November, 1909. 4576

Avis Divers

Canada, }
Province de Québec, }
District de Richelieu. }
Règlement décrétant l'augmentation du nombre des directeurs de "La Compagnie Industrielle de Sorel".

Il est résolu, attendu qu'il est expédient et dans l'intérêt de cette compagnie, vu le genre de ses affaires, d'augmenter le nombre de ses directeurs, en conséquence "La Compagnie Industrielle de Sorel" décrète ce qui suit :

Le nombre des directeurs de "La Compagnie Industrielle de Sorel" est par le présent fixé à cinq.

Daté à Sorel, ce deuxième jour du mois d'août mil neuf cent neuf.

J. B. T. LAFRENIERE,
Président de "La Compagnie Industrielle de Sorel".

Je, soussigné, secrétaire de "La Compagnie Industrielle de Sorel", certifie par les présentes que le règlement ci-dessus, augmentant le nombre des directeurs de la dite compagnie, a été soumis le dixième jour du mois de novembre mil neuf cent neuf et approuvé par le vote des actionnaires représentant les deux tiers en valeur du capital, à une assemblée spéciale générale dûment convoquée à cet effet.

Daté à Sorel, ce dixième jour du mois de novembre mil neuf cent neuf.

P. J. ARTHUR CARDIN,
Secrétaire de "La Compagnie Industrielle de Sorel".

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. }
No 237. } *Cour Supérieure.*

Dame Odine Bessette, du village de Saint-Césaire, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Edmond Benoit, commerçant, du même lieu,
Demanderesse ;

vs

Le dit Edmond Benoit, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

WILFRID BESSETTE,
Avocat de la demanderesse.

Sainte-Hyacinthe, 20 novembre 1909. 4765

Province de Québec, district de Saint-François—No 517—Dame Aldégonde Dion, de la paroisse de Saint-François-Xavier de Brompton, épouse commune en biens de Eugène Mignault, journalier, du même lieu, a, ce jour, poursuivi son mari en séparation de biens.

EMILE RIOUX,
Avocat de la demanderesse.

Sherbrooke, 22 novembre 1909. 4807

Miscellaneous Notices

Canada, }
Province of Quebec. }
District of Richelieu. }
By-law enacting increase in the number of directors of "La Compagnie Industrielle de Sorel".

Resolved, whereas it is expedient and in the interest of this company, on account of its kind of business, to increase the number of its directors, therefore "La Compagnie Industrielle de Sorel", enacts as follows :

The number of directors of "La Compagnie Industrielle de Sorel" is hereby fixed at five.

Dated at Sorel, this second day of the month of August, nineteen hundred and nine.

J. B. T. LAFRENIERE,
President of "La Compagnie Industrielle de Sorel".

I, the undersigned, secretary of "La Compagnie Industrielle de Sorel", hereby certify, that the above by-law, increasing the number of directors of the said company, was submitted on the tenth day of the month of November, nineteen hundred and nine, and approved by the vote of the shareholders representing the two thirds in value of the capital, at a special general meeting duly convened for such purpose.

Dated at Sorel, this tenth day of the month of November, nineteen hundred and nine.

P. J. ARTHUR CARDIN,
Secretary of "La Compagnie Industrielle de Sorel".

Province of Quebec, }
District of Saint-Hyacinthe. }
No. 237. } *Superior Court.*

Dame Odile Bessette, of the village of Saint Césaire, district of Saint-Hyacinthe, wife common as to property of Edmond Benoit, trader, of the same place,
Plaintiff ;

vs

The said Edmond Benoit, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted, this day, in this case.

WILFRID BESSETTE,
Attorney for plaintiff.

Saint-Hyacinthe, 20th November, 1909. 4766

Province of Quebec, district of Saint-François—No. 517—Dame Aldégonde Dion, of the parish of Saint-François-Xavier de Brompton, wife common as to property of Eugène Mignault, laborer, of the same place, has, this day, sued her husband for separation as to property.

EMILE RIOUX,
Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 22nd November, 1909. 4808

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 1512.

Dame Adèle Beauchamp, des cité et district de
Montréal, épouse commune en biens de Charles
Duquette, du même lieu, Demanderesse ;

vs

Le dit Charles Duquette, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
contre le défendeur en cette cause, le 4 novembre
1909.

ST. JULIEN & THEBERGE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 13 novembre 1909. 4767

Cour Supérieure.—Arthabaska.
No 402.

Une action en séparation de biens a été prise, ce
jour, par Dame Laura Rousseau, épouse de Zoel
Comtois, du village de Laurierville, voyageur de
commerce, contre son dit époux.

WALSH & POISSON,
Procureurs de la demanderesse.
Arthabaska, 13 novembre 1909. 4665.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1641.

Dame Emélie Perrault, épouse commune en biens
de Adolphe Choquette, cultivateur, de la paroisse
de Saint-Bruno, district de Montréal, dûment
autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Adolphe Choquette, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le deuxième jour de novembre 1909.

LEBLANC, BROSSARD & FOREST,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 6 novembre 1909. 4697.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Albertine Taillefer, épouse commune en biens
de Emile Legault, manufacturier, tous deux de
la paroisse Saint-Martin, district de Montréal,
dûment autorisés à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Emile Legault, Défendeur.
Un action en séparation de biens a été instituée
en cette cause, le quinzième jour d'octobre 1909.

LEBLANC, BROSSARD & FOREST,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 6 novembre 1909. 4699.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 3583.

Dame Joséphine Beaupré, épouse commune en
biens de Albéric Murray, de Montréal, dûment
autorisée à ester en justice contre son mari,
Demanderesse ;

vs

Albéric Murray, de Montréal, Défendeur.
La demanderesse a, ce jour, institué une action
en séparation de biens contre son mari.

F. P. TREMBLAY,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 23 octobre 1909. 4581.3

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No 1791.

Dame Georgiana Daoust, de la cité de Salaberry
de Valleyfield, dit district, a ce jour, institué une
action en séparation de biens contre son mari, Fran-
çois Xavier Lecompte, entrepreneur maçon, du
même lieu.

NUMA E. BROSSOIT,
Avocat de la demanderesse.
Valleyfield, 20 octobre 1909. 4545.4

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 1512.

Dame Adèle Beauchamp, of the city and district of
Montreal, wife common as to property of Charles
Duquette, of the same place, Plaintiff ;

vs

The said Charles Duquette, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause, on the 4th November, 1909.

ST. JULIEN & THEBERGE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 13th November, 1909. 4768

Superior Court.—Arthabaska.
No. 402.

An action for separation as to property has been
instituted, this day, by Dame Laura Rousseau, wife
of Zoel Comtois, of the village of Laurierville, com-
mercial traveler, against her said husband.

WALSH & POISSON,
Attorneys for plaintiff.
Arthabaska, 13th November, 1909. 4666

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1641.

Dame Emélie Perrault, wife common as to property
of Adolphe Choquette, farmer, of the parish of
Saint Bruno, district of Montreal, duly author-
ized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Adolphe Choquette, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause, on the second day of
November, 1909.

LEBLANC, BROSSARD & FOREST,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 6th November, 1909. 4698

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Albertine Taillefer, wife common as to pro-
perty of Emile Legault, manufacturer, both of
the parish of Saint Martin, district of Montreal,
duly authorized to "ester en justice," Plaintiff ;

vs

The said Emile Legault, Defendant.
An action for separation as to property has been
instituted in this cause, on the fifteenth day of
October, 1909.

LEBLANC, BROSSARD & FOREST,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 6th November, 1909. 4700

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3583.

Dame Josephine Beaupré, wife common as to pro-
perty of Albéric Murray, of Montreal, duly
authorized to ester en justice, against her husband,
Plaintiff ;

vs

Alberic Murray, of Montreal, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action
for separation as to property against her husband.

F. P. TREMBLAY,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 23rd October, 1909. 4582

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 1791.

Dame Georgiana Daoust, of the city of Salaberry
de Valleyfield, in said district, has, this day, insti-
tuted an action for separation of property against
her husband, François Xavier Lecompte, contractor,
of the same place.

NUMA E. BROSSOIT,
Attorney for plaintiff.
Valleyfield, 20th October, 1909. 4546

Province de Québec.—District de Saint-François.
—No 465.—Dame Hélène Robert, épouse de Edmond Girardin, du canton de Clifton, dit district, cultivateur, autorisée à ester en justice, a intenté ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

JACOB NICOL,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 21 octobre 1909.

4435-5

Province de Québec, }
District de Québec. } Cour Supérieure.
No 1242.

Dame Emma Parre, épouse de Joseph Eugène Douville, marchand, de la paroisse de Saint-Casimir, dûment autorisée à ester en justice contre son dit époux,
Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Eugène Douville, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 26 octobre courant.

BEDARD, CHALOULT & PREVOST.

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 28 octobre 1909.

4511.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 2748.

Dame Armina Bourdon, épouse de Arthur Damase Archambault, tailleur, de la cité et du district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Arthur Damase Archambault, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 17 décembre 1907.

LACHAPELLE & ARCHAMBAULT,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 29 octobre 1909.

4535.4

Cour Supérieure.—No 3548.—Dame Emélie De-meule, épouse commune en biens du défendeur, de Montréal, Demanderesse ; vs Joseph Bisson, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse ci-dessus contre le défendeur ci-dessus.

J. O. LACROIX,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 23 octobre 1909.

4411.5

! Cour Supérieure.—Kamouaska.

No 4337.

Dame Mary Blanchet, épouse commune en biens de François Xavier Bérubé, mécanicien, de la ville de Fraserville, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

François Xavier Bérubé, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur en cette cause, le 11 novembre 1909.

RIOU & BÉRUBÉ,

Procureurs de la demanderesse.

Fraserville, 11 novembre 1909.

4633.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 1491.

Dame Gertrude Turner, de la ville de Maisonneuve, district de Montréal, épouse commune en biens de Richard Gates, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué à son dit mari, une action en séparation de biens.

PELLETIER, LETOURNEAU,
& BEAULIEU,

Avocats de la demanderesse.

Montréal, 27 octobre 1909.

4501.5

Province of Quebec.—District of Saint Francis.
—No. 465.—Dame Hélène Robert, wife of Edmond Girardin, of the township of Clifton, said district, farmer, authorized to ester en justice, has instituted, this day, an action for separation as to property against her husband.

JACOB NICOL,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 21st October, 1909.

4436

Province of Quebec, }
District of Quebec. } Superior Court.
No. 1242.

Dame Emma Parre, wife of Joseph Eugène Douville, merchant, of the parish of Saint Casimir, duly authorized to ester en justice against her said husband,
Plaintiff ;

vs

The said Joseph Eugène Douville, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 26th of October instant.

BEDARD, CHALOULT & PREVOST,

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 28th October, 1909.

4512

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court
No. 2748.

Dame Armina Bourdon, wife of Arthur Damase Archambault, tailor, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said Arthur Damase Archambault, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, on the 17th of December, 1907.

LACHAPELLE & ARCHAMBAULT,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 29th October, 1909.

4536

Superior Court.—No. 3548.—Dame Emelie De-meule, wife common as to property of the defendant, of Montreal, Plaintiff ; vs Joseph Bisson, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the defendant.

J. O. LACROIX,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 23rd October, 1909.

4412

Superior Court.—Kamouraska.

No. 4337.

Dame Mary Blanchet, wife common as to property of François Xavier Bérubé, machinist, of the town of Fraserville, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

François Xavier Bérubé, Defendant ;

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 11th of November, 1909.

RIOU & BÉRUBÉ,

Attorneys for plaintiff.

Fraserville, 11th November, 1909.

4634

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 1491.

Dame Gertrude Turner, of the city of Maisonneuve, district of Montreal, wife common as to property of Richard Gates, trader, of the same place, and duly authorized to ester en justice, has instituted against her said husband, an action for separation as to property.

PELLETIER, LETOURNEAU,
& BEAULIEU,

Attorneys for the plaintiff.

Montreal, 27th October, 1909.

4502

Cour Supérieure.—Rimouski.
No 4009.

Dame Eléonore Degagné, du lieu appelé "Grands Mechins", épouse de Pierre Verreault, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

ASSELIN & ASSELIN,

Procureurs de la demanderesse.

Rimouski, 5 novembre 1909. 4637.3

Province de Québec, }
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 612.

Dame Mélina Soucy, de la paroisse de Saint-Aubert, dans le comté de l'Islet, épouse de Emile Blanchet, ancien marchand, du même lieu et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Emile Blanchet, ancien marchand, de la paroisse de Saint-Aubert, dans le comté de l'Islet, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le 21 octobre mil neuf cent neuf.

PELLETIER, BAILLARGEON,
ST. LAURENT & ALLEYN.

Procureurs de la demanderesse.

Québec, 22 octobre 1909. 4397.5

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No 492.

Dame Lucie Nadeau, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, épouse commune en biens par contrat de mariage de Pierre Amédée Maheu, ouvrier, ci-devant de Sherbrooke, et actuellement des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Pierre Amédée Maheu, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a été intentée en cette cause, le 3ème jour de novembre 1909.

EMILE RIOUX,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 3 novembre 1909. 4721.2

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }

Dame Anunziata Comeau, épouse commune en biens de Alphonse E. Choquette, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, electricien, a, le 29 octobre dernier, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

CHAS C. CABANA,

Procureur de la demanderesse.

Sherbrooke, 18 novembre 1909. 4719.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Jeannie Margaret Stephen, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de George Douglas Gittus, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit George Douglas Gittus, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée le 18e jour d'octobre courant.

MARGOLESE & TRITT,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 28 octobre 1909. 4497.5

Avis public est par le présent donné que la Compagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique vendra aux enchères publiques, jeudi, le seizième jour de décembre 1909, à dix heures a. m., au sous-sol de sa gare, rue Windsor, dont l'entrée est sur la rue Donegana, dans la cité de Montréal, les effets

Superior Court—Rimouski.
No. 4009.

Dame Eleonore Degagné, of the place called "Grands Mechins", wife of Pierre Verreault, merchant, of the same place, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

ASSELIN & ASSELIN,

Attorneys for plaintiff.

Rimouski, 11th November, 1909. 4638

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 612.

Dame Mélina Soucy, of the parish of Saint Aubert, in the county of l'Islet, wife of Emile Blanchet, formerly merchant, of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Emile Blanchet, formerly merchant, of the parish of Saint Aubert, in the county of l'Islet, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 21st of October, 1909.

PELLETIER, BAILLARGEON,
ST. LAURENT & ALLEYN.

Attorneys for plaintiff.

Quebec, 22nd October, 1909. 4398

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 492.

Dame Lucie Nadeau, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, wife common as to property by marriage contract of Pierre Amédée Maheu, carpenter, heretofore of Sherbrooke, and now of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Pierre Amédée Maheu, Defendant.
An action for separation as to bed and board has been instituted in this cause, on the 3rd of November, 1909.

EMILE RIOUX,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 3rd November, 1909. 4722

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }

Dame Anunziata Comeau, wife common as to property of Alphonse E. Choquette, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, electrician, has, on the 29th of October last past, instituted against her said husband, an action for separation as to property.

CHAS C. CABANA,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, 18th November, 1909. 4720

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Jeannie Margaret Stephen, of the city and district of Montreal, wife common as to property of George Douglas Gittus, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said George Douglas Gittus, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted on the 18th of October instant.

MARGOLESE & TRITT,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 28th October, 1909. 4498

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will sell by public auction, on Thursday, the sixteenth day of December, 1909, at ten o'clock a. m., in the basement of its Windsor street station, with entrance on Donegana street, the articles of unclaimed baggage which have re-

de bagage qui sont restés sans être réclamés, en la possession de la compagnie, l'espace de douze (12) mois.

La Compagnie de Chemin de Fer Canadien du Pacifique,

Par J. O. APPS,
Agent général du bagage.

Montréal, 2 novembre 1909. 4507.4

mained in the possession of the company, unclaimed for a space of twelve (12) months.

The Canadian Pacific Railway Company,

Per J. P. APPS,
General baggage agent.

Montreal, 2nd November, 1909. 4508

Avis de Faillites

District de Montréal.

Beaudry's Woodenware Manufacturing Co. ont, le 12 novembre 1909, fait cession de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, conformément à la loi.

P. E. HENEY,
Gardien provisoire.

Bureau de Kent & Turcotte,
Montréal. 4743

Dans l'affaire de Edgar Lacombe, hôtelier, de Chicoutimi, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 2 décembre 1909, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

GEO. ST. PIERRE, N. P.,
Curateur. 4749

Chicoutimi, 15 novembre 1909.

Province de Québec, }
District de Richelieu. } Cour Supérieure.
No 5081.

Jos. Dupré, Demandeur ;

vs

Louis Dupré, Défendeur ;

et

L. D. de Grandpré, Curateur.

Avis est donné que, le dix-huitième jour du mois de novembre mille neuf cent neuf, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit Louis Dupré, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

L. D. DE GRANDPRÉ,
Curateur. 4761

Sorel, 19 novembre 1909.

Province de Québec, }
District de Beauharnois. }
Joseph Schiller, médecin à Fraserville, a, le 19 novembre 1909, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Kamouraska, conformément à la loi.

J. C. H. LAFLAMME,
Gardien provisoire.

4789

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

In re Stevens, Duquette & Cie., plombiers, de Maisonneuve, Faillis.

En vertu d'un ordre de la cour supérieure, en date du 13 novembre 1909, j'ai été nommé curateur aux biens des dits insolubles.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

NAPOLÉON ST. AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 22 novembre 1909. 4773

Bankrupt Notices

District of Montreal.

Beaudry's Woodenware Manufacturing Co. have, on the 12th of November, 1909, made an abandonment of their property for the benefit of their creditors, at the office of the prothonotary of the superior court of the district of Montreal, according to law.

P. E. HENEY,
Provisional guardian.

Office of Kent & Turcotte,
Montreal. 4744

In the matter of Edgar Lacombe, hotelkeeper, Chicoutimi, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 2nd of December, 1909, after which date such dividend will be payable at my office.

GEO. ST. PIERRE, N. P.,
Curator. 4750

Chicoutimi, 15th November, 1909.

Province of Québec, }
District of Richelieu. } Superior Court.
No. 5081.

Jos. Dupré, Plaintiff ;

vs

Louis Dupré, Defendant ;

and

L. D. de Grandpré, Curator.

Notice is given that, on the eighteenth day of the month of November, nineteen hundred and nine, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said Louis Dupré, who has made an abandonment thereof for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

L. D. DE GRANDPRÉ,
Curator. 4762

Sorel, 19th November, 1909.

Province of Québec, }
District of Beauharnois. }
Joseph Schiller, physician, of Fraserville, has, on the 19th of November, 1909, made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court of the district of Kamouraska, according to law.

J. C. H. LAFLAMME,
Provisional guardian.

4790

Province of Québec, }
District of Montreal. } Superior Court.

In re Stevens, Duquette & Cie., plumbers, of Maisonneuve, Insolvents.

In virtue of an order of the superior court, dated the 13th November, 1909, I was appointed curator to the property of the said insolvents.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

NAPOLÉON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 22nd November, 1909. 4774

Canada,
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Ottawa.
No 2475.

The Dowd Milling Co., Ltd., Demandeurs ;
vs
William Smith, de Pointe-Gatineau, Défendeur.

Avis public est par les prés ntes donné que, le 10 novembre 1909, M. William Smith, de la Pointe-Gatineau, a fait une cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ces créanciers, et que le soussigné a été nommé gardien provisoire, le 16 novembre 1909.

F. ALBERT LABELLE,
Gardien provisoire.
Hull, 18 novembre 1909. 4803

EN VERTU DE LA LOI DES LIQUIDATIONS
ET SES AMENDEMENTS.

Dans l'affaire de Thomas Ligget, Limited,
En liquidation.

En vertu d'un jugement rendu par Sa Seigneurie le juge Fortin, en date du 11 novembre 1909, un troisième dividende de huit centins par piastre a été déclaré, et sera sujet à objection jusqu'à lundi, le 13 décembre 1909, après laquelle date les dividendes seront payables.

Les créanciers sont requis de produire leurs pièces justificatives prouvant leurs réclamations avant le paiement du dividende.

JOHN HYDE,
Liquidateur.
Montréal, 18 novembre 1909. 4799

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Beauce. }
No 456.

Valère Gosselin, du village de Saint-Joseph, notaire,
Requérant cession ;
vs
Onésiphore Maheux, du même lieu, marchand,
Insolvable.

Avis est donné que, le vingtième jour de novembre courant, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour supérieure du district de Beauce, curateur aux biens du dit Onésiphore Maheux, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

V. GOSSELIN,
Curateur.
Saint-Joseph, Beauce, 23 novembre, 1909. 4801

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }

Dans l'affaire de Charles Gingras, manufacturier, de Montréal, Insolvable.

En vertu d'un ordre de la cour supérieure, en date du 3 novembre 1909, j'ai été nommé curateur aux biens du dit insolvable.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 22 novembre 1909. 4771

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }

Avis est donné que, le 20 novembre 1909, j'ai été nommé curateur aux biens de la "Beaudry Wooden Ware Company", de la cité de Montréal. Les réclamations assermentées doivent être filées à mon bureau sous 30 jours.

A. TURCOTTE,
Curateur.
Bureau de Kent & Turcotte. 4763

Canada,
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Ottawa.
No. 2475.

The Dowd Milling Co., Ltd., Plaintiff ;
vs
William Smith, of Gatineau Point, Defendant.

Public notice is hereby given that, on the 10th day of November, 1909, Mr. William Smith, of Gatineau Point, has made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, and that the undersigned has been appointed provisional guardian, on the 16th November, 1909.

F. ALBERT LABELLE,
Provisional guardian.
Hull, 18th November, 1909. 4804

UNDER THE WINDING UP ACT AND
ITS AMENDMENTS.

In the matter of Thomas Ligget, Limited,
In liquidation.

By virtue of a judgment rendered by His Lordship justice Fortin, bearing date 11th November, 1909, a third dividend of eight cents per dollar has been declared, open to objection until Monday, 13th December, 1909, after which date dividends will be payable.

All creditors must produce the vouchers held by them in support of their claims before payment of dividend.

JOHN HYDE,
Liquidator.
Montreal, 18th November, 1909. 4800

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Beauce. }
No. 456.

Valère Gosselin, of the village of Saint Joseph, notary,
Petitioner for assignment ;
vs
Onésiphore Maheux, of the same place, merchant,
Insolvent.

Notice is given that, on the twentieth day of November instant, the undersigned was appointed by an order of the superior court of the district of Beauce, curator to the property of the said Onésiphore Maheux, who has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

V. GOSSELIN,
Curator.
Saint Joseph, Beauce, 23rd November, 1909. 4802

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }

In the matter of Charles Gingras, manufacturer, of Montreal, Insolvent.

In virtue of an order of the superior court, dated the 3rd of November, 1909, I was appointed curator to the property of the said insolvent.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

NAPOLEON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 22nd November, 1909. 4772

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }

Notice is hereby given that, on the 20th November, 1909, I have been appointed curator to the "Beaudry Wooden Ware Company", of Montreal. Claims duly attested must be filed at my office within 30 days.

A. TURCOTTE,
Curator.
Office of Kent & Turcotte. 4764

Cour Supérieure.—Québec.
No 1926.

Bernier, Demandeur ;
vs
Pruneau, Défendeur.
Je, soussigné, donne avis que j'ai été nommé liquidateur à la société commerciale "La Fonderie Bernier, de Limoilou".

WILLIAM Q. STOBO,
Liquidateur.

Québec, 25 novembre 1909.

4809

Licitation

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
No. 1507.

LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Salaberry de Valleyfield, dans le district de Beauharnois, le 17 avril 1909, dans une cause dans laquelle Louis Gauthier, plâtrier, de la paroisse de Saint Timothée, district de Beauharnois, est Demandeur ; et Moïse Poirier, de la paroisse de Saint Timothée, dit district ; Elise Gauthier, du même lieu, épouse commune en biens de Aldéric Legault, du même lieu, Malvina Gauthier, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de François Xavier Desrochers, du même lieu, Marie Poirier, des cité et district de Montréal, épouse judiciairement séparée de biens de Joseph Olivier Bélec, du même lieu, Noël alias Willie Gauthier, de la ville de Verdun, district de Montréal, Omer Gauthier, de la cité de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, Philomène Gauthier, du même lieu, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Choussereau alias Souchereau, du même lieu. Les dits Aldéric Legault, Jean-Baptiste Choussereau alias Souchereau, François Xavier Desrochers, partie aux présentes tant personnellement que pour autoriser leur épouse, et le dit Joseph Olivier Bélec, partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse seulement, sont Défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

Un court compeau de terre faisant partie de la moitié nord-est du lot de terre désigné sous le No 31, dans le troisième rang d'Helenstown de la seigneurie d'Aufild, dans la partie tenue en franc et commun socage en icelle, dans la paroisse de Saint Timothée, de la contenance le susdit compeau de terre d'un arpent deux perches et neuf pieds de largeur sur huit arpents de longueur ; borné en front par le chemin du Roi, en profondeur et du côté sud-ouest par le reste de la moitié nord-est du dit No 31, et du côté nord-est par le No 31, à François Moreau—sans aucune bâtisse dessus construites.

Le dit immeuble est maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint Timothée, sous le No 395.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérissur, le VINGT-HUITIÈME jour de DECEMBRE courant, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, dans la cité de Salaberry de Valleyfield, dans le district de Beauharnois ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, ou afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze

Superior Court.—Québec.
No. 1926.

Bernier, Plaintiff ;
vs
Pruneau, Defendant.
I, the undersigned, give notice that I was appointed liquidator to the partnership "La Fonderie Bernier, de Limoilou".

WILLIAM Q. STOBO,
Liquidator.

Quebec, 25th November, 1909.

4810

Licitation

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } *Superior Court.*
No. 1507.

LICITATION.

Notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Salaberry de Valleyfield, in the district of Beauharnois, on the 17th of April, 1909, in a cause in which Louis Gauthier, plasterer, of the parish of Saint Timothée, district of Beauharnois, is Plaintiff ; and Moïse Poirier, of the parish of Saint Timothée, said district, Elise Gauthier, of the same place, wife common as to property of Aldéric Legault, of the same place, Malvina Gauthier, of the city and district of Montreal, wife common as to property of François Xavier Desrochers, of the same place, Marie Poirier, of the city and district of Montreal, wife judicially separated as to property of Joseph Olivier Bélec, of the same place, Noël alias Willie Gauthier, of the town of Verdun, district of Montreal, Omer Gauthier, of the city of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, Philomène Gauthier, of the same place, wife common as to property of Jean Baptiste Choussereau alias Souchereau, of the same place. The said Aldéric Legault, Jean Baptiste Choussereau alias Souchereau, François Xavier Desrochers, for the purposes hereof, both in their own names and for the purpose of authorizing their wives, and the said Joseph Olivier Bélec, for the purposes hereof to authorize his said wife only, are Defendants, ordering the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit :

A small compass of land forming part of the north east half of the lot of land designated under the No. 31, in the third Helenstown range of the seigniorie of Aufild, in the portion held in *franc et commun socage* thereof, of Saint Timothée, containing the said compass of land, one arpent two perches and nine feet in width by eight arpents in length ; bounded in front by the King's highway, in depth and on the south west side by the remainder of the north east half of the said No. 31, and on the north east side by No. 31, belonging to François Moreau—without any building thereon erected.

The said immoveable is now known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Timothée, under the No. 395.

The immoveable above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY EIGHTH day of DECEMBER next, sitting the court, in the court room of the court house, in the city of Salaberry de Valleyfield, in the district of Beauharnois ; subject to the clauses, charges and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the prothonotary of said court ; and all oppositions to annul, to secure charges or to withdraw from the said licitation, shall be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the

jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente en adjudication ; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

PAPINEAU & LEGAULT,
Avocats du demandeur.
Valleyfield, 22 novembre 1909. 4751
[Première publication, 27 novembre 1909.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } DAME KEZIA ANN
No 280. } TRENHOLME, fille
majeure et usant de ses droits, Demanderesse ; vs
LES HERITIERS de feu John Blanchette, Défendeurs.

Une terre étant la moitié nord-ouest du lot numéro trois, dans le deuxième rang du canton de Kingsey, maintenant connue au cadastre officiel du dit canton de Kingsey, sous le numéro trois B (3 B)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Félix de Kingsey, le SEPTIEME jour de DECEMBRE prochain, 1909, à UNE heure de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 4 novembre 1909. 4531.2
[Première publication, 6 novembre 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } J. ALBERT LENSEI-
No 364. } GNE, Demandeur ;
contre ONESIME SIMONEAU, Défendeur.

Une bâtisse exploitée comme fromagerie, érigée sur un emplacement dans le neuvième rang du canton d'Halifax, de soixante-quinze pieds de front sur soixante-quinze pieds de profondeur, connu au cadastre officiel de Sainte-Sophie d'Halifax, comme partie du numéro huit cent vingt (No 820), comprenant le grément complet de la dite fromagerie—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pierre Baptiste, le NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, 1909, à TROIS heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,
Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 4 novembre 1909. 4533.2
[Première publication, 6 novembre 1909.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Beauce.
Beauce, à savoir : } NAPOLEON MORIN, failli,
No 381. } et VITAL ELZEAR PA-
RADIS, curateur.

day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and all oppositions for payment shall be filed within six days after the adjudication, and in default by the parties to file the said oppositions in the delays hereby prescribed, they shall be foreclosed from so doing.

PAPINEAU & LEGAULT,
Attorneys for plaintiff.
Valleyfield, 22nd November, 1909. 4752
[First published, 27th November, 1909.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } MISS KEZIA ANN
No. 280. } TRENHOLME, " fille
majeure et usant de ses droits ", Plaintiff ; vs THE
HEIRS of the late John Blanchette, Defendants.

A piece of land being the north west half of lot number three, in the second range of the township of Kingsey, now known on the official plan and book of reference for the said township of Kingsey, as lot number three B (3 B)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Felix of Kingsey, on the SEVENTH day of DECEMBER next, 1909, at ONE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff's office, Shérif.
Arthabaska, 4th November, 1909. 4532
[First published, 6th November, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } J. ALBERT LENSEI-
No. 364. } GNE, Plaintiff ; against
ONESIME SIMONEAU, Defendant.

A building used as a cheese factory, erected on a piece of land in the ninth range of the township of Halifax, of 75 feet in width by 75 feet in depth, known on the official cadastre for Sainte Sophie of Halifax, as being part of lot number eight hundred and twenty (820)—comprising all the machinery and tools of said factory, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Pierre Baptiste, on the NINTH day of DECEMBER next, 1909, at THREE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,
Sheriff's office, Shérif.
Arthabaska, 4th November, 1909. 4534
[First published, 6th November, 1909.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATORS WARRANT

Superior Court.—District of Beauce.
Beauce, to wit : } NAPOLEON MORIN, in-
No. 381. } solvent, and VITAL EL-
ZEAR PARADIS, curator.

1° Les lots de terre désignés sous les numéros vingt-cinq B et vingt-cinq D (25 B et 25 D), du cadastre officiel pour le rang A, du canton de Lambton, comté de Beauce—circonstances et dépendances.

2° Le lot de terre numéro un B (1 B), du cadastre officiel pour le sixième rang du canton de Lambton, comté de Beauce—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour ce dernier lot sujet à un bail conditionnel par le dit Napoléon Morin à Alphonse Julien, fait et passé en date du 14 août 1905, devant M^{re} J. E. Guertin, notaire.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Vital de Lambton, le VINGT-HUITIÈME jour de DÉCEMBRE prochain (1909), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph Beauce, 23 novembre 1909. 4791
[Première publication, 27 novembre 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : { DAME AMELIE GOSSE-
No 367. } LIN, veuve de Adéard
Lamontagne, Demanderesse; contre AMEDEE
BELLAVANCE, Défendeur.

La moitié sud-ouest du lot numéro quatre cent quarante-sept (447), et le lot numéro quatre cent cinquante-un (451), du cadastre officiel du canton de Cranbourne, et situés en la paroisse de Sainte-Germaine du Lac Etchemin—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Germaine du Lac Etchemin, le EPTIÈME jour de DÉCEMBRE prochain (1909), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Joseph Beauce, 2 novembre 1909. 4539.2
[Première publication, 6 novembre 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Beauce, à savoir : { JOSEPH GILBERT, De-
No 248. } mandeur; contre J. G.
VERMETTE ET AL, Défendeurs.

Le lot numéro cent neuf (109), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Anselme, situé dans la concession Sainte-Anne, village de l'Eglise—avec bâties, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Anselme, le DIXIÈME jour de DÉCEMBRE prochain 1909, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 3 novembre 1909. 4541.2
[Première publication, 6 novembre 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : { ALPHONSE ROY, Deman-
No 289. } deur; contre ANTONIO
TANGUAY, Défendeur.

1° Un terrain situé en le village de Saint-Joseph de Beauce, par le côté nord-est de la rue du dépôt, maintenant connu comme étant le lot numéro six cent dix-huit B (618 B), du cadastre officiel de Saint-Joseph de Beauce—avec bâties.

2° Un autre terrain au même lieu, de soixante-douze pieds de front, mesure anglaise, sur soixante-dix-sept pieds de profondeur, mesure française; borné en avant à une rue, en arrière au sud-est aux héritiers Legendre et à Jules Vézina, d'un côté au sud-ouest au terrain en premier lieu désigné, et de l'autre côté à Alphonse Poulin—avec bâties; lequel terrain fait partie du lot numéro six cent dix-huit, du cadastre officiel de Saint-Joseph de Beauce.

1. The lots of land designated under numbers twenty five B and twenty five D (25 B and 25 D), of the official cadastre for range A, of the township of Lambton, county of Beauce—circumstances and dependencies.

2. The lot of land number one B (1 B), of the official cadastre for the sixth range of the township of Lambton, county of Beauce—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The latter lot is subject to a conditional lease by the said Napoleon Morin to Alphonse Julien, made and passed on the 14th August, 1905, before M^{re} J. E. Guertin, notary.

To be sold at the church door of the parish of Saint Vital de Lambton, on the TWENTY EIGHTH day of DECEMBER next, 1909, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 23rd November, 1909.
[First published, 27th November, 1909.] 4792

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : { DAME AMELIE GOSSELIN,
No. 367. } widow of Adelard Lamontagne, Plaintiff; against AMEDEE BELLA-
VANCE, Defendant.

The south west half of lot number four hundred and forty seven (447) and lot number four hundred and fifty one (451), of the official cadastre of the township of Cranbourne, situate in the parish of Sainte Germaine du Lac Etchemin—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Germaine du Lac Etchemin, on the SEVENTH day of DECEMBER next (1909), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 2nd November, 1909. 4540
[First published, 6th November, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Beauce, to wit : { JOSEPH GILBERT, Plaintiff;
No. 248. } against J. G. VERMETTE
ET AL, Defendants.

Lot number one hundred and nine (109), of the official cadastre of the parish of Saint Anselme, situate in the Sainte Anne concession, village de l'Eglise—with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Anselme, on the TENTH day of DECEMBER next 1909, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.
Saint Joseph, Beauce, 3rd November, 1909. 4542
[First published, 6th November, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : { ALPHONSE ROY, Plaintiff;
No. 289. } against ANTONIO TAN-
GUAY, Defendant.

1. A lot of land situate in the village of Saint-Joseph de Beauce, on the north east side of the depot street, now known as being lot number six hundred and eighteen B (618 B), of the official cadastre of Saint-Joseph de Beauce—with buildings.

2. An another lot at the same place, seventy-two feet in front, english measure, by seventy seven feet in depth, french measure; bounded in front by a street in the rear on the south east by the heirs Legendre and by Jules Vézina, on one side on the south west by the lot firstly described, and on the other side by Alphonse Peulin—with buildings; which lot forms part of lot number six hundred and eighteen, of the official cadastre of Saint-Joseph de Beauce.

3° Un autre terrain situé en le village de Saint-Joseph, contenant cinquante-neuf pieds ou plus de front par le côté nord-est, et soixante et un pieds et demi ou plus de front par le côté sud-ouest sur cinquante-sept pieds et demi de profondeur, le tout mesure française, et borné en avant au terrain du chemin de fer, en arrière et du côté sud-est à Adolphe Lessard, et du côté nord-ouest à un chemin de sortie—avec bâtisses; lequel terrain fait partie du lot numéro six cent trente-deux (632), du cadastre officiel de Saint Joseph de Beauce.

Pour être vendus au bureau du shérif, en le village Saint-Joseph de Beauce, le NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain (1909), à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER.

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph de Beauce, 2 novembre 1909.

4537.2

[Première publication, 6 novembre 1909]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR

Province de Québec, } **IN RE** TONAS T.
District de Beauharnois. } **OLYDE**, failli; et
No 150. } **EDGAR A. WRIGHT**
et **GORDON B. KINGAN**, curateurs conjoints.

Les lots de terre connus et désignés comme lots de subdivision Nos 134, 135 et 136, du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Cécile, dans le district de Beauharnois, comme numéro quatre-vingt treize (93)—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus au bureau du shérif, au palais de justice, dans la cité de Salaberry de Valleyfield, **MARDI**, le **VINGT-HUITIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,

Bureau du shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 22 novembre 1909.

[Première publication, 27 novembre 1909.] 4787

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—Québec.

Chicoutimi, à savoir: } **T. LEGARE**, de la
No 1186. } **P.** cité de Québec, Dem-
mandeur; **FRANCOIS BILODEAU**, de la paroisse
de Saint-Cœur de Marie, comté du Lac Saint-Jean,
Défendeur.

Un lot de terre numéro trente a (30 a), du cadastre du troisième rang du canton Delisle, dans le comté du Lac Saint Jean—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, à **UNE** heure de l'après-midi, le **DIXIEME** jour de **DECEMBRE** prochain.

EDM. SAVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
Chicoutimi, 29 octobre 1909.

4513.2

[Première publication, 6 novembre 1909.]

3. An another lot of land situate in the village of Saint-Joseph, containing fifty nine feet or more in front on the north east side, and sixty one feet and a half or more in front on the south west side by fifty seven feet and a half in depth, the whole french measure, and bounded in front by the land of the railway, in the rear and on the south east side by Adolphe Lessard, and on the north west side by an exit road—with buildings; which lot forms part of lot number six hundred and thirty two (632), of the official cadastre of Saint-Joseph de Beauce.

To be sold at the sheriff's office, in the village of Saint-Joseph de Beauce, on the NINTH day of DECEMBER next (1909), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint-Joseph de Beauce, 2nd November, 1909

4538

[First published, 6th November, 1909.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Province of Québec, } **IN RE** TONAS T.
District of Beauharnois. } **OLYDE**, insolvent;
No. 150. } and **EDGAR A.**
WRIGHT and **GORDON B. KINGAN**, joint
curators.

The lots of land known and designated as subdivision lots Nos. 134, 135 and 136, of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Cécile, in the district of Beauharnois, as number ninety three (93)—with the buildings thereon erected

To be sold at the sheriff's office, in the court house of the city of Salaberry de Valleyfield, on **TUESDAY**, the **TWENTY EIGHTH** day of **DECEMBER** next, at **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,

Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 22nd November, 1909.

[First published, 27th November, 1909. 4788

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—Québec.

Chicoutimi, to wit: } **T. LEGARE**, of the
No. 1186. } **P.** city of Québec, Plain-
tiff; **FRANCOIS BILODEAU**, of the parish of
Saint Cœur de Marie, county of Lake Saint John,
Defendant.

A lot of land number thirty a (30 a), of the cadastre for the third range of the township Delisle, in the county of Lake Saint John—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door, at **ONE** o'clock in the afternoon, on the **TENTH** day of **DECEMBER** next.

EDM. SAVARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 29th October, 1909.

4514

[First published, 6th November, 1909.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **JOHN MAURICE**
District de Gaspé, } **LEBLANC**, mar-
Comté de Bonaventure. } chand, de Port Daniel,
No 1881. } dans le comté de Bon-
aventure, dans le district de Gaspé, Demandeur ;
contre les biens et effets et les terres et tenements
de **EMERANCE BEAUDIN**, veuve de feu **Fleurant**
Langlois, maintenant mariée à **Georges Langlois**,
ci-devant de Port Daniel et maintenant de **Mellen**,
Wisconsin, dans les états unis d'Amérique, le
dit **Georges Langlois** mis en cause, afin d'assister
et autoriser sa dite épouse, Défendeurs.

Un morceau de terre dans Port Daniel Centre,
connu et désigné sur le cadastre et au livre de
renvoi du canton de Port Daniel, dans le comté de
Bonaventure, dans le district de Gaspé, comme lot
de cadastre No 136 ; borné en front par la Baie de
Port Daniel, au sud par le lot de cadastre No 134,
à l'ouest par le rang 4, au nord par le lot de cadastre
No 137, mesurant deux chaînes et 75/100 de
front sur cent neuf chaînes et 76/100 de profon-
deur, contenant trente acres et 20/100 en superficie
—ensemble avec une maison et cuisine et grange,
circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de Saint-Georges de Port Daniel, **JEUDI**, le
TRENTIEME jour de **DECEMBRE** mil neuf cent
neuf, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du Shérif, Shérif.
New Carlisle, 22 novembre 1909. 4785
[Première publication, 27 novembre 1909.]

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure. — District de Kamouraska.

Fraserville, à savoir : } **DELLE MARIE LAN-**
No 4259. } **GLAIS**, fille majeure
et usant de ses droits, de la paroisse de Saint-
Georges de Cacouna, Demanderesse ; vs **LUDGER**
LEBEL, cultivateur, du même lieu, Défendeur.

Une terre sise et située dans le troisième rang de
la paroisse de Saint-Georges de Cacouna, dans la
partie appelée généralement "Le Reste", d'environ
cinq arpents de front par environ vingt-cinq
arpents de profondeur ; bornée au nord par **Elisée**
Mailloux, au nord-est par **Melle Marie Langlais**, au
sud par le fronteau, au sud-ouest par **Edouard**
Beaulieu, connue et désignée aux plan et livre de
renvoi officiels du cadastre du comté de **Témis-**
couata, pour l'endroit appelé "Le Reste", en la
paroisse de Cacouna, sous les numéros deux cent
treize, deux cent dix-neuf, deux cent vingt et deux
cent vingt et un (Nos 213, 219, 220 et 221) —avec
les bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de Saint-
Georges de Cacouna, le **TRENTIEME** jour de
DECEMBRE 1909, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. EUG. MARTIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 22 novembre 1909. 4779
[Première publication, 27 novembre 1909.]

Sheriff's Sales—Gaspé

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have
been seized, and will be sold at the respective time
and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **JOHN MAURICE LE-**
District of Gaspé } **BLANC**, merchant, of
County of Bonaventure. } Port Daniel, in the county
No 1881. } of Bonaventure, in the
district of Gaspé, Plaintiff ; against the goods and
chattels and the lands and tenements of **EME-**
RANCE BEAUDIN, widow of the late **Fleurant**
Langlois, now married to **George Langlois**, formerly
of Port Daniel and now of **Mellen**, **Wisconsin**, in
the united states of America, the said **George Lang-**
lois mis en cause to authorize and assist his said
wife, Defendants.

A certain piece of land in Port Daniel Centre,
known and designated on the cadastre and book of
reference of the township of Port Daniel, in the
county of Bonaventure, in the district of Gaspé, as
cadastral lot No. 136 ; bounded in front by Port
Daniel Bay, on the south by cadastral lot No. 134,
on the west by range 4, on the north by cadastral
lot No. 137, measuring two chains and 75/100 in
front by one hundred and nine chains and 70/100
in depth, containing thirty acres and 20/100 in su-
perficie—together with a house and kitchen thereto
attached and barn, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint
Georges de Port Daniel, on **THURSDAY**, the
THIRTIETH day of **DECEMBER**, one thousand
nine hundred and nine, at **ELEVEN** o'clock in the
forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's office, Shérif.
New Carlisle, 22nd November, 1909. 4786
[First published, 27th November, 1909.]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**
have been seized, and will be sold at the respective
time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court. — District of Kamouraska.

Fraserville, to wit : } **MISS MARIE LAN-**
No. 4259. } **GLAIS**, spinster, in the
exercise of her rights, of the parish of Saint **Georges**
de Cacouna, Plaintiff ; vs **LUDGER LEBEL**,
farmer, of the same place, Defendant.

A land being and situate in the third range of the
parish of Saint Georges de Cacouna, in the part
usually called "Le Reste", of about five arpents
in front by about twenty five arpents in depth ;
bounded on the north by **Elisée Mailloux**, on the
north east by **Miss Marie Langlais**, on the south by
the fronteau, on the south west by **Edouard Beau-**
lieu, known and designated on the official plan and
book of reference of the cadastre of the county of
Témiscouata, for the place called "Le Reste", in
the parish of Cacouna, under the numbers two hun-
dred and thirteen, two hundred and nineteen, two
hundred and twenty and two hundred and twenty
one (Nos. 213, 219, 220 and 221) —with the build-
ings thereon erected.

To be sold at the church door of Saint Georges
de Cacouna, on the **THIRTIETH** day of **DE-**
CEMBER, 1909, at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. EUG. MARTIN,

Sheriff's Office, Shérif.
Fraserville, 22nd November, 1909. 4780
[First published, 27th November, 1909.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **F** **ERDINAND TREMBLAY**
No 18453. } & **OSCAR MATHIEU**,
tous deux manufacturiers, des cité et district de
Montréal, et y faisant affaires en société sous la
raison sociale de **F. Tremblay & Cie.**, Deman-
deurs ; contre les terres et tenements de **F. FRANK**
TAYLOR, de la ville de Saint-Paul, district de
Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé en la ville Saint-Paul, dans le district de Montréal, connu comme subdivision numéro cent soixante-cinq, du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro trois mille quatre cent sept (3407) ; borné en front par la rue Lévis (ci-devant rue Aqueduc)—avec une bâtisse (écurie) dessus construites, circonstances et dépendances ;

2° Un lot de terre sis et situé en la ville Saint-Paul, dans le district de Montréal, connu comme subdivision numéro cent soixante et six (166), du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro trois mille quatre cent sept (3407) ; borné en front par la rue Lévis (ci-devant rue Aqueduc)—avec une maison dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à mon bureau, dans la cité de Montréal, le **TRENTIEME** jour de **DECEMBRE** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif. Député shérif.
Montréal, 24 novembre 1909. 4795
[Première publication, 27 novembre 1909]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } **L** **A CORPORATION DU**
No 2157. } **VILLAGE DE CHAM-**
BLY-CANTON, corps doué de la personnalité civile
et politique ayant son siège dans le dit village de
Chambly-Canton, Demanderesse ; contre les terres
et tenements de "**CANADIAN ALUMINIUM**
WORKS, LIMITED", corps politique doué de la
personnalité civile, ayant son siège dans le village
de Chambly-Canton, district de Montréal, Defen-
deresse.

Un certain terrain situé dans le village de Chambly-Canton, comté de Chambly, district de Montréal ; borné en front par le chemin public, et en arrière par le canal Chambly, composé des lots de terre connus et désignés sur le plan et livre de renvoi officiels du cadastre officiel du village de Chambly-Canton, sous les numéros trente-huit, trente-neuf, quarante, quarante et un et quarante-deux (Nos 38, 39, 40, 41 et 42), de la subdivision du lot numéro primitif cent treize (113), et sous les numéros quatorze, quinze, seize et dix-sept (14, 15, 16 et 17), de la subdivision du lot numéro primitif cent quinze (115)—avec bâtisses et dépendances y érigées, y compris tous les outils, machines et meubles immobilisés par destination ou autrement et servant à l'exploitation des dites usines, sans en rien excepter ni réserver et tel que le tout se trouve actuellement ; tous les dits lots de terre ainsi saisis étant contigus et formant une seule et même exploitation (circonstances et dépendances).

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph de Chambly, le

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Circuit Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **F** **ERDINAND TREMBLAY**
No. 18453. } & **OSCAR MATHIEU**,
both manufacturers, of the city and district of Montreal, and there carrying on business in partnership under the firm name of **F. Tremblay & Cie.**, Plaintiffs ; against the lands and tenements of **F. FRANK TAYLOR**, of the town of Saint Paul, district of Montreal, Defendant.

1. A lot of land being and situate in the town of Saint Paul, in the district of Montreal, known as subdivision number one hundred and sixty five, of the official lot known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the number three thousand four hundred and seven (3407) ; bounded in front by Levis street (formerly Aqueduct street)—with a building (stable) thereon erected, circumstances and dependencies ;

2. A lot of land being and situate in the town of Saint Paul, in the district of Montreal, known as subdivision number one hundred and sixty six (166), of the official lot known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the number three thousand four hundred and seven (3407) ; bounded in front by Levis street (formerly Aqueduct street)—with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **THIRTIETH** day of **DECEMBER** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy sheriff.
Montreal, 24th November, 1909. 4796
[First published, 27th November, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } **L** **A CORPORATION DU**
No. 2157. } **VILLAGE DE CHAM-**
BLY-CANTON, a body politic and corporate having its seat in the said village of Chambly-Canton, Plaintiff ; against the lands and tenements of the **CANADIAN ALUMINIUM WORKS, LIMITED**, a body politic and corporate, having its seat in the village of Chambly-Canton, district of Montreal, Defendant.

A certain lot of land situate in the village of Chambly-Canton, county of Chambly, district of Montreal ; bounded in front by the public road, and in the rear by the Chambly canal, composed of the lots of land known and designated on the official plan and book of reference of the official cadastre of the village of Chambly-Canton, under the number thirty eight, thirty nine, forty, forty one and forty two (Nos. 38, 39, 40, 41 and 42), of the subdivision of lot primitive number one hundred and thirteen (113), and under numbers fourteen, fifteen, sixteen and seventeen (14, 15, 16 and 17), of the subdivision of lot primitive number one hundred and fifteen (115)—with buildings and dependencies thereon erected, including all the tools, machinery and moveables, rendered immovable by destination or otherwise, and used for operating the said workshops without any reserve and as the whole now actually is ; all the said lots of land thus seized being contiguous and forming one and the same plot (circumstances and dependencies).

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Joseph de Chambly, on the **TWEN-**

VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif, Député shérif.
Montréal, 24 novembre 1909. 4793
[Première publication, 27 novembre 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } HENRI GERIN LA-
No 1277. } JOIE, conseil du Roi,
et PAUL LACOSTE, tous deux avocats, de la cité
et du district de Montréal, Demandeurs; contre
les terres et tenements de DAME ELIZABETH
VIRGINIE CLOUTIER, de la ville de Saint-
André d'Argenteuil, district de Terrebonne, veuve
de Philippe Gareau, en son vivant bourgeois, du
même lieu, Défenderesse.

Un lot de terre sis et situé dans la cité de Mont-
réal, province de Québec, connu et désigné aux
plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-
Anne, district de Montréal, sous le numéro treize
cent quatre (1304)—avec bâtisses dessus érigées;
borné en front par la rue Notre-Dame-Ouest.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de
Montréal, le NEUVIEME jour de DECEMBRE
prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 3 novembre 1909. 4549.2
[Première publication, 6 novembre 1909.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } PIERRE DUBOIS; contre
No 2353. } DÉSIRÉ GOSSELIN, à
savoir :

Le lot No 186 (cent quatre-vingt-six), du
cadastre officiel de la division de Lotbinière, pour la
paroisse de Saint-Narcisse de Beaurivage, étant une
terre située sur le chemin Royal Fedler-Green-S.
—avec les bâtisses dessus construites, circonstances
et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Narcisse de Beaurivage, comté de
Lotbinière, le SEIZIEME jour de DECEMBRE
prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES LANGEIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Québec, 11 novembre 1909. 4629.2
[Première publication, 13 novembre 1909.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HERITAGES sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le district de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } ALBERT BRIERE,
No 835. } Demandeur; contre
JOSEPH LEBLANC, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur :

Les droits, prétentions, privilèges et hypothè-
ques, ouvrages, bâtisses et améliorations du défen-

TY NINTH day of DECEMBER next, at ELEVEN
o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 24th November, 1909. 4794
[First published, 27th November, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } HENRY GERIN LAJOIE,
No. 1277. } King's Counsel, and PAUL
LACOSTE, both advocates, of the city and district
of Montreal, Plaintiffs; against the lands and tenements
of DAME ELIZABETH VIRGINIE CLOU-
TIER, of the town of Saint André d'Argenteuil,
district of Terrebonne, widow of Philippe Gareau,
in his lifetime gentleman, of the same place, De-
fendant.

A lot of land being and situate in the city of
Montreal, province of Quebec, known and de-
signed on the official plan and book of reference
of Saint Ann's ward, district of Montreal, under
number thirteen hundred and four (1304)—with
buildings thereon erected; bounded in front by
Notre Dame street west.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
the NINTH day of DECEMBER next, at TEN
o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Montreal, 3rd November, 1909. 4550
[First published, 6th November, 1909.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } PIERRE DUBOIS against
No. 2353. } DÉSIRÉ GOSSELIN, to
wit :

Lot No. 186 (one hundred and eighty six), of the
official cadastre of the division of Lotbinière, for
the parish of Saint Narcisse de Beaurivage, being
a land situate on the King's highway Fedler-Green-
S.—with the buildings thereon erected, circum-
stances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Narcisse de Beaurivage, county of Lotbinière,
on the SIXTEENTH day of DECEMBER next, at
TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGEIER,

Sheriff's office, Shérif.
Quebec, 11th November, 1909. 4630
[First published, 13th November, 1909.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court for the district of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } ALBERT BRIERE,
No. 835. } Plaintiff; against
JOSEPH LEBLANC, Defendant.

As belonging to the said defendant :

The rights, claims, privileges and mortgages,
works, buildings and improvements of the defend-

deur, sur ce certain lot de terre, sis et situé dans le canton de Stratford, dans le comté de Wolfe, connu et désigné sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit canton de Stratford, comme étant le lot numéro seize (16), du quatrième rang sud-ouest du dit canton.

Les droits de la Couronne réservés.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel de Stratford, le VINGT-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 23 novembre 1909. 4783
[Première publication, 27 novembre 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } ALBERT BRIERE,
No 498. } Demandeur ; contre
JEAN LEBLANC, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur :

Les droits, prétentions, privilèges et hypothèques, ouvrages, bâtisses et améliorations du défendeur, sur ces certains lots de terre, sis et situés au canton de Stratford, dans le comté de Wolfe, et désignés comme suit :

1° Le lot numéro quinze (15), du quatrième rang sud-ouest, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton de Stratford.

2° Le lot numéro seize (16), du cinquième rang sud-ouest, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit canton de Stratford.

Les droits de la Couronne sur les dits morceaux de terre sont réservés.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel de Stratford, le VINGT-HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 23 novembre 1909. 4781
[Première publication, 27 novembre 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District Saint-François.

Saint-François, à savoir : } JOSEPH HERCULE
No 366. } GODBOUT, Deman-
deur ; contre ARTHUR LACASSE, Défendeur.

Ce certain morceau de terre sis et situé au canton de Dudswell, district de Saint-François, connu comme étant le lot numéro treize C (13C), du septième rang, sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre pour le dit canton de Dudswell, excepté et avec réserve en faveur de Loren Gilbert ou représentants, du droit de prendre le surplus de l'eau (waste water), d'une source d'eau située sur le dit lot de terre—avec les bâtisses et améliorations dessus faites et érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adolphe de Dudswell, le VINGT-NEUVIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 24 novembre 1909. 4577
Les publications du 6 et 13 novembre 1909 sont nulles.
[Première publication, 27 novembre 1909.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

ant, on that certain lot of land being and situate in the township of Stratford, in the county of Wolfe, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Stratford, as being lot number sixteen (16), of the fourth south west range of said township.

The Crown rights are reserved.

To be sold at the church door of the parish of Saint Gabriel de Stratford, on the TWENTY EIGHTH day of DECEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 23rd November, 1909. 4784
[First published, 27th November, 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } ALBERT BRIERE,
No. 498. } Plaintiff ; against
JEAN LEBLANC, Défendeur.

As belonging to the said defendant :

The rights, claims, privileges and mortgages, works, buildings and improvements of the defendant on those certain lots of land being and situate in the township of Stratford, in the county of Wolfe, and designated as follows :

1. Lot number fifteen (15), of the fourth south west range on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Stratford.

2. Lot number sixteen (16), of the fifth south west range on the official cadastral plan and book of reference for the said township of Stratford.

The Crown rights on the said pieces of land are reserved.

To be sold at the church door of the parish of Saint Gabriel de Stratford, on the TWENTY EIGHTH day of DECEMBER next, at TWO o'clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 23rd November, 1909. 4782
[First published, 27th November, 1909.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } JOSEPH HERCULE
No. 366. } GODBOUT, Plaintiff ;
against ARTHUR LACASSE, Defendant.

That certain piece of land being and situate in the township of Dudswell, district of Saint Francis, known as being lot number thirteen C (13 C), of the seventh range, on the official plan and book of reference of the cadastre for the said township of Dudswell, save and with the reserve in favor of Loren Gilbert or representatives, of the right to take the waste water from a spring situate on the said lot of land—with the buildings and improvements thereon made and erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Adolphe de Dudswell, on the TWENTY NINTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 24th November, 1909. 4578
The publications of the 6th and 13th November, 1909, are void.
[First published, 27th November, 1909.]

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Québec.*

Trois-Rivières, à savoir : } **ANTONIN GALLI-**
 No 2381. } **PEAULT**, Deman-
 deur ; vs **LES HERITIERS** de feu L. Adolphe
 Dupuis, en son vivant cultivateur, de Saint-Joseph
 de Maskinongé, et y décédé depuis moins de six
 mois, Défendeurs.

Une terre située en la paroisse de Saint-Joseph
 de Maskinongé, dans la concession sud-ouest de la
 rivière Maskinongé, et contenant un arpent et demi
 de front sur environ vingt-sept arpents de profon-
 deur ; tenant en front à la rivière Maskinongé, en
 profondeur à Frank Lafrénière, du côté nord à
 Narcisse Desrosiers, et de l'autre côté à Joseph
 Toupin et Louis Bastien, laquelle dite terre est
 connue et désignée par le numéro neuf cent cinq
 (905), aux plan et livre de renvoi officiels du cadas-
 tre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour
 la dite paroisse de Saint-Joseph de Maskinongé—
 avec une grange dessus construite.

Pour être venue à la porte de l'église de la
 paroisse de Saint-Joseph de Maskinongé, le VINGT-
 HUITIEME jour de DECEMBRE prochain, à DIX
 heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Trois-Rivières, 24 novembre 1909. 4797
 [Première publication, 27 novembre 1909.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Superior Court.—District of Québec.*

Three Rivers, to wit : } **ANTONIN GALLI-**
 No. 2381. } **PEAULT**, Plaintiff ;
 vs **THE HEIRS** of the late L. Adolphe Dupuis, in
 his lifetime farmer, of Saint Joseph de Maski-
 nongé, and having died there within less than six
 months, Defendants.

A farm situate in the parish of Saint Joseph de
 Maskinongé, in the south west concession of the
 Maskinongé river, containing one arpent and a half
 in front by about twenty seven arpents in depth ;
 bounded in front by the Maskinongé river, in depth
 by Frank Lafrénière, on the north side by Narcisse
 Desrosiers, and on the other side by Joseph Tcupin
 and Louis Bastien, which said farm is known and
 designated by the number nine hundred and five
 (905), on the official plan and book of reference of
 the registration cadastre of the county of Maski-
 nongé, for the said parish of Saint Joseph de Maski-
 nongé—with a barn thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of
 Saint Joseph de Maskinongé, on the TWENTY
 EIGHTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock
 in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
 Three Rivers, 24th November, 1909. 4798
 [First published, 27th November, 1909.]

Avis Divers

Province de Québec, }
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
 No 519.

Dame Clara Rodrigue, épouse de Joseph Deblois,
 du canton de Hereford, district de Saint-François,
 cultivateur, a pris contre son époux une action en
 séparation de biens.

ST. PIERRE & VERRET,

Procureurs de la demanderesse.
 Sherbrooke, 23 novembre 1909. 4811

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*
 No. 519.

Dame Clara Rodrigue, wife of Joseph Deblois,
 of the township of Hereford, district of Saint
 Francis, farmer, has taken an action for separation
 of property against her husband.

St. PIERRE & VERRET,

Attorneys for plaintiff.
 Sherbrooke, 23rd November, 1909. 4812

Avis de Faillites

Province de Québec, }
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Adolphe Michaud, marchand en
 général, de Saint-Gabriel de Brandon,
 Failli.

Avis est par le présent donné que, le 24e jour de
 novembre courant, par ordre de cette cour, j'ai été
 nommé curateur des biens du susdit failli qui en a
 fait un abandon pour le bénéfice de ses créanciers,
 et que Messieurs Alphonse Racine, Frederick Ar-
 thur représentant "The E. N. Heney Co., Ltd.,"
 et Adolphe Balcer, de Trois-Rivières, comme ins-
 pecteurs.

Les réclamations doivent être déposées dans mon
 bureau sous 30 jours pour garantir leur collocation
 pour dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curateur.
 60, rue Notre-Dame Est, Montréal
 Montréal, 24 novembre 1909. 4817

Province de Québec, }
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure*

In re J. H. Beaudry, marchand, de Saint-Joseph,
 Qué., Failli ;

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné que, par juge-
 ment de l'honorable juge Martineau, de ce jour,

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
 District of Joliette. } *Superior Court.*

In the matter of Adolphe Michaud, general mer-
 chant, of Saint Gabriel de Brandon,
 Insolvent.

Notice is hereby given that, by order of this
 court, on the 24th day of November instant, I was
 appointed curator to the property assigned by the
 above named for the benefit of his creditors, and
 that Messrs. Alphonse Racine, Frederick Arthur
 representing The E. N. Heney Co., Ltd., and Adol-
 phe Balcer, of Three Rivers, as inspectors.

Claims should be filed at my office within 30 days
 to ensure their collocation for dividend.

ALEXANDRE DESMARTEAU,

Curator.
 No. 60, Notre Dame street East, Montreal.
 Montreal, 24th November, 1909. 4818

Province of Quebec, }
 District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*

In re J. H. Beaudry, merchant, of Saint Joseph,
 Que., Insolvent ;

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Notice is hereby given that, by order of the honor-
 able justice Martineau, of this date, I was appointed

j'ai été nommé curateur aux biens du dit failli absent pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations devraient être produites à mon bureau sous trente jours, pour être colloquées sur la feuille de dividende.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 13 novembre 1909. 4819

District de Trois-Rivières

Joseph Louis Gaudreault, de la Tuque, marchand, a, le 20 novembre 1909, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Trois-Rivières, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 25 novembre 1909. 4813

Ordre de Cour

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 321.

Le 24 novembre 1909.

Devant le protonotaire, en l'absence du juge.

La Banque Molson, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et place d'affaires en les cité et district de Montréal, et ayant aussi un bureau d'affaires en la ville de Victoriaville,
Demanderesse ;

vs

Adelphe St. Laurent, de la paroisse de Saint-Valère de Bulstrode, Défendeur ;

et

La dite Banque Molson et autres,
Opposants afin de conserver ;

et

La dite Banque Molson, Requérents.

Vu la requête de la requérante, vu les articles 33 et 673 du code de procédure civile ; icelle est accordée.

En conséquence, il est ordonné que tous les créanciers du dit défendeur soient appelés par un avis publié deux fois dans les langues française et anglaise, dans la "Gazette Officielle de Québec", leur enjoignant de produire leur réclamation au bureau du soussigné dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis.

(Signé) P. H. COTÉ, P. C. S.

Vraie copie,
VERRAULT & VERRAULT,
4815 Procureurs requérants.

curator to the property of said absentee for the benefit of his creditors.

Claims must be filed at my office within thirty days to be collocated on the dividend sheet.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre-Dame street East, Montreal.
Montreal, 13th November, 1909. 4820

District of Three Rivers.

Joseph Louis Gaudreault, of la Tuque, merchant, has, on the 20th November, 1909, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Three Rivers, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 25th November, 1909. 4814

Order of the Court

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 321.

The 24th November, 1909.

Before the prothonotary, in the absence of the judge.
The Molsons Bank, a body politic and corporate, having its head office and place of business in the city and district of Montreal, and having also a business office in the town of Victoriaville,
Plaintiff ;

vs

Adolphe St. Laurent, of the parish of Saint Valère de Bulstrode, Defendant ;

and

The said Molsons Bank and others,
Opposants for payment ;

and

The said Molsons Bank, Petitioner.
Seeing the petition of the petitioner, under articles 33 and 673, of the code of civil procedure ; the same is granted.

Therefore, it is ordered that all the creditors of the said defendant be called in by a notice published twice in the english and french language, in the " Quebec Official Gazette," enjoining them to file their claims in the office of the undersigned within fifteen days from the date of the first insertion of this notice.

(Signed) P. H. COTÉ, P. C. S.

True copy,
VERRAULT & VERRAULT,
4816 Attorneys for petitioner.

Index de la Gazette Officielle de Québec No 48.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—Dmes Beauchamp vs Duquette, 2031; Beaupré vs Murray, 2031; Bessette vs Benoit, 2030; Blanchet vs Bérubé, 2032; Bourdon vs Archambault, 2032; Comeau vs Choquette, 2033; Daoust vs Lecompte, 2031; Degagné vs Verreault, 2032; Demeule vs Bisson, 2032; Dion vs Mignault, 2030; Parre vs Douville, 2032; Perrault vs Choquette, 2031; Robert vs Girardin, 2032; Rodrigue vs Deblois, 2044; Rousseau vs Comtois, 2031; Soucy vs Blanchet, 2033; Stephen vs Gittus, 2033; Taillefer vs Legault, 2031; Turner vs Gates, 2032.

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—Nadeau vs Maheu, 2033.

ANNONCEURS:—Avis aux:—Concernant avis, etc., 2015.

AVIS:—La Cie Industrielle de Sorel, 2030.

BILLS PRIVÉS. P. Q.:—Avis au sujet des:—Assemblée législative, 2027; Conseil législatif, 2026.

BILLS PRIVÉS:—Chambre des Communes, 2025; Le Sénat, 2024.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—Fish et al, Alb. E., 2029; Members of The Royal Institution for the advancement of Learning, 2030; Presner, Louis et al, 2029.

DÉPUTÉ ÉLU:—District électoral de Saint-Sauveur, 2015.

EXAMEN:—Inspecteurs des écoles protestantes:—2019.

FAILLIS:—Beaudry, 2044; Beaudry's Wooden Ware Coy, 2034; Beaudry's Wooden Ware Coy, 2035; Dupré, 2034; Gaudreault, 2045; Gingras, 2035; Lacombe, 2034; Ligget, 2035; Maheux, 2035; Michaud, 2044; Pruneau, 2036; Schiller, 2034; Smith, 2035; Stevens, Duquette & Cie, 2034.

LETTRES PATENTES:—Automatic Wood Box and Turning Coy, 2018; Jacques Lane Coy, 2021; La Cie J. F. Taschereau, 2017; La Cie de Pierre de Ciment de Fraserville, 2018; La Cie de Navigation des Pélerinages, 2023; L. P. Dion Manufacturing Coy, Ltd, 2017; L'Hippodrome Granby, 1979; Riverview Shoe Coy, 2020; The Giard Realty Lumber Coy, 2023; Thetford Mines Asbestos Reserve Coy, 2020; The Dominion Hat and Cap Mfg. Coy, 2016.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES:—Demande d'annexer ou d'ériger, etc.:—Divers lots de Saint-Donat à Saint-Gabriel, comté de Rimouski, 2019; No 2, de Saint-Denis, comté de Kamouraska, 2019.

NOMINATION:—Coroner:—District de Terrebonne, 2015.

ORDRE DE COUR:—La Banque Molson vs St. Laurent, 2045.

PROCLAMATION:—Convocation des Chambres, 2016.

VENTE PAR LICITATION:—Gauthier vs Poirier et al, 2036.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 48.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—Dmes Beauchamp vs Duquette, 2021; Beaupré vs Murray, 2031; Bessette vs Benoit, 2030; Blanchet vs Bérubé, 2032; Bourdon vs Archambault, 2032; Comeau vs Choquette, 2033; Daoust vs Lecompte, 2031; Degagné vs Verreault, 2032; Demeule vs Bisson, 2032; Dion vs Mignault, 2030; Parre vs Douville, 2032; Perrault vs Choquette, 2031; Robert vs Girardin, 2032; Rodrigue vs D'blois, 2044; Rousseau vs Comtois, 2031; Soucy vs Blanchet, 2033; Stephen vs Gittus, 2033; Taillefer vs Legault, 2031; Turner vs Gates, 2032.

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:—Nadeau vs Maheu, 2033.

ADVERTISERS:—Notice to:—Respecting notices, &c., 2015.

NOTICE:—La Cie Industrielle de Sorel, 2030.

PRIVATE BILLS, P.Q.:—Notices respecting the:—Legislative Assembly, 2027; Legislative Council, 2026.

PRIVATE BILLS:—House of Commons, 2025; The Senate, 2024.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE:—Fish et al, Alb. E., 2029; Members of The Royal Institution for the advancement of Learning, 2030; Presner, Louis et al, 2029.

MEMBER ELECTED:—Electoral district of Saint Sauveur, 2015.

EXAMINATION:—Inspectors of protestant schools, 2019.

INSOLVENTS:—Beaudry, 2044; Beaudry's Wooden Ware Coy, 2034; Beaudry's Wooden Ware Coy, 2035; Dupré, 2034; Gaudreault, 2045; Gingras, 2035; Lacombe, 2034; Ligget, 2035; Maheux, 2035; Michaud, 2044; Pruneau, 2036; Schiller, 2034; Smith, 2035; Stevens, Duquette & Cie, 2034.

LETTERS PATENT:—Automatic Wood Box and Turning Coy, 2018; Jacques Lane Coy, 2021; La Cie J. F. Taschereau, 2017; La Cie de Pierre de Ciment de Fraserville, 2018; La Cie de Navigation des Pélerinages, 2023; L. P. Dion Manufacturing Coy, Ltd., 2017; L'Hippodrome Granby, 2020; Riverview Shoe Coy, 2020; The Giard Realty Lumber Coy, 2023; Thetford Mines Asbestos Reserve Coy, 2020; The Dominion Hat and Cap Mfg. Coy, 2016.

SCHOOL MUNICIPALITIES:—Annexed or erected:—Several lots of Saint Donat to Saint Gabriel, county of Rimouski, 2019; No. 2, of Saint Denis, county of Kamouraska, 2019.

APPOINTMENT:—Coroner:—District of Terrebonne, 2015.

ORDER OF COURT:—La Banque Molson vs St. Laurent, 2045.

PROCLAMATION:—Parliament convoked, 2016.

SALE BY LICITATION:—Gauthier vs Poirier et al, 2036.

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS : — Cie du chemin
de fer Pacifique Canadien, 2033.

VENTES PAR LES SHERIFS :

ARTHABASKA : — Lenseigne vs Simoneau, 2037 ;
Trenholme (Dlle) vs Blanchette, 2037.

BEAUCER : — Gilbert vs Vermette et al, 2038 ; Gos-
selin (Dme) Bellavance, 2038 ; Morin, failli ;
2037 ; Roy vs Tanguay, 2038.

BEAUHARNOIS : — Clyde, failli, 2039.

CHICOUTIMI : — Légalé vs Bilodeau, 2039.

GASPE : — LeBlanc vs Dme Beaudin et vir, 2040.

KAMOURASKA : — Langlois (Dlle) vs LeBel, 2040.

MONTREAL : — La corporation du village de Cham-
bly-Canton vs Canadian Aluminium Works,
2041 ; Lajoie et al vs Dme Cloutier, 2042.

QUÉBEC : — Dubois vs Gosselin, 2042.

SAINT FRANÇOIS : — Brière vs LeBlanc, 2042 ;
Brière vs LeBlanc, 2043 ; Godbout vs Lacasse,
2043.

TROIS-RIVIÈRES : — Galipeault vs Héritiers Dupuis,
2043.

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE : — Canadian Pacific
Railway Co, 2033.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA : — Lenseigne vs Simoneau, 2037 ;
Trenholme (Dlle) vs Blanchette, 2037.

BEAUCER : — Gilbert vs Vermette et al, 2038 ; Gos-
selin (Dme) vs Bellavance, 2038 ; Morin, insol-
vent, 2037 ; Roy vs Tanguay, 2038.

BEAUHARNOIS : — Clyde, Insolvent, 2039.

CHICOUTIMI : — Légalé vs Bilodeau, 2039.

GASPE : — DeBlanc vs Dme Beaudin et vir, 2040.

KAMOURASKA : — Langlois (Dlle) vs LeBel, 2040.

MONTREAL : — The corporation of the village of
Chambly - Canton vs Canadian Aluminium
Works, 2041 ; Lajoie et al vs Dme Cloutier,
2042.

QUÉBEC : — Dubois vs Gosselin, 2042.

SAINT FRANÇOIS : — Brière vs LeBlanc, 2042 ;
Brière vs LeBlanc, 2043 ; Godbout vs Lacasse,
2043.

THREE RIVERS : — Galipeault vs Heirs Dupuis,
2043.

